

K

Kaléidoscope

Le développement collectif
dans tous ses états

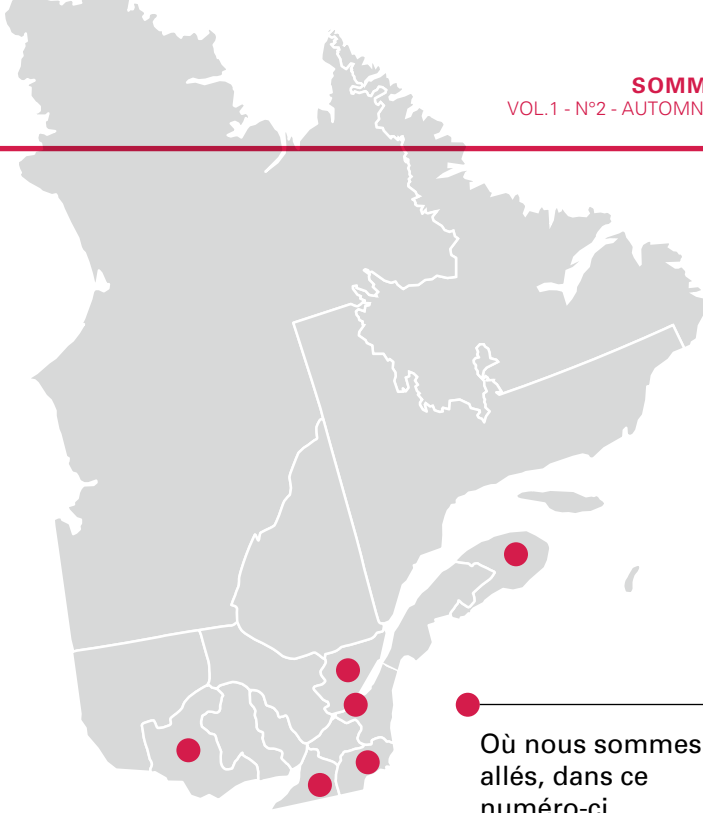


DOSSIER:
**Un Québec fou
de ses générations**

POLITIQUES PUBLIQUES:
La réforme de l'assurance-emploi

TERRITOIRES NUMÉRIQUES:
**Des laboratoires vivants
pour des territoires innovants**

ÉTUDES DE K:
**Mise en lumière
de pratiques audacieuses**



Où nous sommes allés, dans ce numéro-ci

RUBRIQUES

01 LE MOT DE LA RÉDACTION

Il y a beaucoup de vous là-dedans

Par Mélanie Chabot

02 POLITIQUES PUBLIQUES

La réforme de l'assurance-emploi et sa vision du développement

Par Vincent van Schendel

05 PRATIQUES CITOYENNES

S'approprier le développement

Par David Letellier

08 TERRITOIRES NUMÉRIQUES

Des laboratoires vivants pour des territoires innovants

Par Gisèle Bertrand

11 INTERNATIONAL

Pour une nouvelle économie agroalimentaire

Par René Lachapelle

35 SOCIALE FICTION

Moutarde, chou et museau

Par J. F. Nadeau

37 ÉTUDES DE K

Par Luc Audebrand, Vanessa Hebbing et Manon Leroux

41 TOUTE UNE HISTOIRE

Les récits de vie : des guides pour l'action militante?

Par Yanic Viau

43 RADAR CULTUREL

Un Québec fou de ses générations

DOSSIER

INTRODUCTION

14 Un Québec fou de ses générations

Par Mélanie Chabot

HAUT PARLEUR

15 D'un âge à l'autre

Par Jean Carette

CEIL CRITIQUE

18 Filiations

Photos par Pierre et Timothée Guzzo

REGARDS CROISÉS

20 Dialogue intergénérationnel autour de l'urgence environnementale
avec Catherine Gauthier et Louis-Gilles Francoeur

Par Sophie Clerc

23 On est cinq générations, faut s'parler

Par Véronique Chagnon

26 (Re)penser nos espaces de rencontre

Par Véronique Chagnon

29 «Engagez-vous!» qu'ils disaient

Par Sophie Clerc

32 «Travailleurs expérimentés et jeunes diplômés recherchés!»

Par Marie-Michèle Dumas et Odette Trépanier

Il y a beaucoup de vous là-dedans

Comme quoi seul c'est bien.
Mais ensemble c'est mieux.

par **Mélanie Chabot**, rédactrice en chef

« Quel que soit le niveau politique concerné, le développement, le changement dans la société, est un phénomène profondément humain », me disait récemment Paul Prévost, professeur à la Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke. « En définitive, ce sont toujours des leaders, des entrepreneurs, des promoteurs, des citoyens engagés, des femmes et des hommes qui se mobilisent, se réseautent et s'associent pour faire face aux turbulences de leur environnement, passer à l'action, puis changer leur réalité », me précisait-il encore.

Lorsque nous avons lancé en 2010 l'idée de faire de la revue un réel outil collectif, par et pour les acteurs du développement des collectivités au Québec, vous avez été nombreux à prendre le défi à bras le corps pour le relever avec nous. Si bien que le passage à *Kaléidoscope* a démontré que la publication n'est pas seulement le miroir des enjeux et des actions du développement collectif parce qu'il en est question dans ses pages; elle est aussi un miroir du développement collectif parce qu'elle est soumise aux mêmes défis, aux mêmes enjeux structurels et, surtout, parce qu'elle est portée avec conviction par ses propres acteurs. C'est d'ailleurs ce qui la distingue des médias traditionnels.

En somme, si la force de *Kaléidoscope* se fonde sur la riche histoire qui la précède, elle repose aussi sur cette extraordinaire capacité des acteurs du développement collectif à travailler ensemble, pour s'adapter aux nouvelles réalités ou carrément pour provoquer le changement. Avec votre complicité, nous

avons posé les bases qui nous permettront de nous approcher, numéro après numéro, de l'outil que nous souhaitons vous offrir pour ouvrir un espace critique sur le développement collectif au Québec. Une publication rigoureuse, indépendante, qui répond à l'intérêt *public* plutôt qu'à l'intérêt *du public* et qui ose prendre d'assaut l'espace collectif par un autre chemin que celui que les médias nous imposent.

Mais en tant qu'acteurs du développement des collectivités, vous savez mieux que quiconque qu'une telle démarche d'appropriation, pour être durable, exige non seulement une participation active, mais aussi du temps. Et donc pour être durable, la démarche entreprise en 2010 aura besoin que chacun de vous, leaders du développement collectif, individus et organisations confondus, maintienne sa participation à la redéfinition de l'outil dont vous croyez à la pertinence.

« Le développement collectif, ce n'est pas un objectif précis à atteindre, mais plutôt une quête dont les horizons sont en mouvement, en perpétuelle redéfinition », me disait encore Paul Prévost. Pour rester ancré dans la réalité du développement collectif, pour jouer pleinement son rôle de carrefour de réflexion et de partage d'information, *Kaléidoscope* devra faire une quête de cet horizon en mouvement. Et pour y arriver, nous avons besoin de votre participation, de votre engagement. /



La réforme de l'assurance-emploi et sa vision du développement

L'habitation durable du territoire fragilisée?

par **Vincent van Schendel**

Directeur général intérimaire de l'organisme de liaison et transfert *Territoires innovants en économie sociale et solidaire* (TIESS), **Vincent van Schendel** est économiste et détient un doctorat en relations industrielles de l'Université Laval. Il est également membre du collectif *Économie autrement*. Il a œuvré plus de 25 ans au Service aux collectivités de l'UQAM.

Au printemps 2012, le gouvernement fédéral annonçait une réforme du régime de l'assurance-emploi (AE) qui prendrait effet, progressivement, à partir de janvier 2013. L'annonce, intégrée au projet de loi C-38 – projet de loi mammoth comprenant plusieurs autres mesures législatives – passa presque inaperçue pendant quelques mois. Mais l'examen de la réforme suscita par la suite une dénonciation générale, à travers le Canada et particulièrement au Québec, et donna lieu à l'une des plus vastes coalitions que le Québec n'ait jamais connues — organisations syndicales, milieu communautaire, unions municipales, Solidarité rurale du Québec, organisations étudiantes —, coalition appuyée par plusieurs partis politiques provinciaux ou fédéraux. Le 27 avril dernier, une manifestation a même réuni à Montréal 50 000 personnes provenant de tous les coins du Québec.

La suite d'une lente restriction de l'accès

Ce n'est pas la première fois qu'une réforme de l'assurance-emploi (assurance-chômage, disait-on auparavant) restreint l'admissibilité, la couverture ou la durée des prestations versées à des travailleurs sans emploi. En fait, depuis 1975, les différentes réformes ont toutes été dans le même sens : restreindre l'accès. Au point qu'en 2012, on es-

time que seulement 40 % des sans-emploi reçoivent effectivement des prestations. Les autres ? Aide sociale, ou rien du tout. La réforme récemment entrée en vigueur définit trois catégories de prestataires (fréquents, de longue date et occasionnels) et s'attaque particulièrement aux « prestataires fréquents », soit les personnes qui font fréquemment des demandes d'AE. Il s'agit essentiellement des travailleurs et travailleuses saisonniers et temporaires : ceux-ci représentent le tiers des demandeurs d'AE ; 40 % sont au Québec, la plupart en régions. Dorénavant, un prestataire fréquent pourra se voir imposer d'accepter un emploi à un salaire représentant 70 % de son salaire antérieur et dans un autre secteur que le sien, à une distance d'une heure de route de son domicile. Quelles en sont les conséquences ? Pourquoi ces mesures ? Quelles sont les avenues pour faire autrement ?

Un impact sur des territoires déjà fragilisés

Entrée en application il y a moins d'un an, il est bien sûr trop tôt pour évaluer les impacts de cette nouvelle réforme. Mais les conséquences sont prévisibles : les personnes visées, en région, risquent de quitter leur milieu de vie et s'établir ailleurs, là où il y a davantage d'emplois disponibles, là par exemple où il y a des pénuries de main-

**Des territoires déjà
lourdement touchés
par le sous-emploi,
aux structures
économiques fragiles,
à l'emploi saisonnier
surreprésenté,
verront l'exode de
leur population
s'accroître.**

d'œuvre. Des territoires déjà lourdement touchés par le sous-emploi, aux structures économiques fragiles, à l'emploi saisonnier surreprésenté, verront l'exode de leur population s'accroître. On pense ici au Bas-Saint-Laurent, à la Gaspésie, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, au nord de l'Outaouais et de la Mauricie. Et cet exode, vrai entre régions, risque également de l'être au sein des régions elles-mêmes où les situations de l'emploi diffèrent aussi: entre MRC, entre municipalités, voire entre quartiers. Et si les données de l'AE ne sont pas ventilées de façon précise, on peut néanmoins avoir une bonne approximation de la situation à partir des statistiques du revenu publiées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Quelques données nous permettent de nous faire une idée.

Dans l'ensemble du Québec, en 2012, le taux d'emploi (proportion de la population de 15 ans et plus ayant un emploi) était de 60,2 % en moyenne, variant de 65,3 % en Montérégie à 42,6 % en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. À l'intérieur des régions administratives, ce taux varie: par exemple de 45,4 % à 59,9 % selon les MRC dans le Bas-St-Laurent, de 52,9 % à 73,1 % en Montérégie. Qu'en est-il de l'AE? Au Québec, en moyenne, pour chaque 100\$ de revenu d'emploi versé, un autre 3,50\$ est versé en AE. Ce montant varie cependant, allant de 2,50\$ à Montréal, 3\$ en Montérégie, 7,10\$ dans le Bas-Saint-Laurent et 15,10\$ en Gaspésie. À l'intérieur du Bas-Saint-Laurent, toujours à titre d'exemple, ce nombre varie de 3,90\$ à 8,10\$ selon les MRC; en Gaspésie, il varie de 11,20\$ à 21,40\$.

Au-delà des grandes moyennes, il faut donc regarder plus finement la situation de chaque territoire. On constate alors que ce sont les territoires déjà plus fragilisés qui écoperont le plus de cette réforme. C'est en effet dans les territoires où il y a le plus de travail saisonnier (agriculture, pêche, construction, foresterie, tourisme, etc.) que l'on verse proportionnellement le plus de prestations d'AE. À ces considérations générales s'en ajoute une autre, d'ordre administratif: dorénavant, il faut faire ses demandes d'AE en ligne et bonne chance pour obtenir



50 000 personnes ont manifesté le 27 avril 2013 à Montréal contre la réforme de l'assurance-emploi.

de l'aide au téléphone! Les personnes les moins « branchées », les moins à l'aise avec l'utilisation d'Internet, seront aussi celles qui auront le plus de difficultés à s'inscrire et donc à recevoir leurs prestations, même si elles y ont droit. C'est encore une fois dans les territoires les plus dévitalisés que l'on retrouve ces populations, autre élément qui risque fort d'accroître la spirale du déclin.

Une vision « court-termiste » du développement

Pourquoi cette réforme? Deux raisons peuvent être ici invoquées, très schématiquement. D'abord, la volonté du gouvernement conservateur de favoriser les mouvements de main-d'œuvre à travers le Canada, vers les régions en forte croissance et à pénurie de main-d'œuvre appréhendée: autrement dit, les provinces de l'Ouest, →

**Selon cette vision,
le territoire serait
un endroit où puiser
des ressources et
que l'on peut
abandonner ensuite;
les êtres humains
eux-mêmes sont
considérés comme
des ressources
à la disposition
des entreprises.**

**Il faut repenser
l'assurance-
emploi comme un
instrument, parmi
d'autres, d'une
politique d'emploi
qui soit en même
temps une politique
de formation, une
politique industrielle,
une politique de
développement
régional et
une politique
d'aménagement
et d'habitation du
territoire.**

productrices de pétrole bitumineux. La deuxième, plus idéologique, mais cohérente avec la première, est la conviction que dans une économie, les ressources (le capital, la main-d'œuvre, les services, etc.) doivent être affectées aux secteurs et régions en croissance, afin de favoriser une plus grande rentabilité. Les individus doivent être incités au travail, toute sécurité du revenu étant un frein à l'adaptation. Selon cette vision, le territoire serait un endroit où puiser des ressources et que l'on peut abandonner ensuite; les êtres humains eux-mêmes sont considérés comme des ressources à la disposition des entreprises. Développer, c'est dès lors, dans cette perspective, cueillir et utiliser des ressources « le temps que ça dure ».

Un nécessaire changement de paradigme

Certes, l'AE est une béquille. Une béquille qui empêche de tomber et qui permet de continuer à avancer, même en boitant. Ce n'est pas l'idéal. Mais ce n'est pas en enlevant une béquille que l'on se met à marcher plus vite. L'AE est-elle dans certains cas une subvention déguisée aux employeurs? Peut-être. Constitue-t-elle une forme de dépendance pour certaines régions? Peut-être, et même sans doute, faute de mieux. Le problème n'est pas d'y avoir recours: le problème c'est de ne pas avoir d'autres choix. L'AE doit-elle être repensée? Sûrement. Mais pas pour la rogner sans cesse et en rendre l'accès punitif. Il faut repenser l'AE

comme un instrument, parmi d'autres, d'une politique d'emploi qui soit en même temps une politique de formation, une politique industrielle, une politique de développement régional et une politique d'aménagement et d'habitation du territoire; une politique qui s'intègre avec la politique budgétaire et laisse une forte place aux initiatives du milieu. Il ne peut donc s'agir de laisser faire le « marché », qui renforce les plus forts et affaiblit les plus faibles. Il s'agit de mobiliser, de définir les aspirations et les besoins, de déterminer le potentiel et de soutenir les initiatives dans une perspective de long terme avec comme principal critère de réussite, le bien-être des populations.

Le territoire: un milieu de vie qu'il importe d'habiter et d'animer

C'est certes un grand chantier à ouvrir, mais un de ceux dont le Québec a l'expérience. Les multiples initiatives territoriales qui ont émergé au Québec depuis 30 ans et qui relèvent pour la plupart de l'économie sociale et solidaire ont ici beaucoup à offrir: comme outils de définition de l'avenir et de mobilisation, comme mode de délibération. On ne sortira pas de ce débat sans requestionner l'actuelle vision du développement. Le territoire doit d'abord constituer un milieu de vie qu'il importe d'habiter et d'animer; le développement, c'est la façon dont les êtres humains se forgent un avenir et décident de la façon dont ils vivront ensemble. /

Il ne faut pas confondre **chômeurs** et **prestataires d'assurance-emploi**. Les premiers sont des personnes qui n'ont aucun emploi mais qui en cherchent activement. Le nombre de chômeurs et chômeuses est établi par une enquête mensuelle – une sorte de sondage – effectuée par Statistique Canada, l'agence fédérale qui compile l'ensemble des statistiques dans l'économie canadienne. Le nombre de prestataires d'AE est compilé par la Commission de l'assurance-emploi, à partir des données réelles du nombre de personnes recevant des prestations. Certaines personnes reçoivent des prestations d'AE, sans être pour autant des chômeurs: c'est le cas des prestations de maternité ou de formation. À l'inverse, plusieurs personnes sans emploi – et officiellement catégorisées comme étant en chômage – ne reçoivent aucune prestation: soit parce qu'elles n'ont pas cotisé (travail indépendant par exemple), soit parce qu'elles ne sont pas admissibles, bien qu'elles aient cotisé (pas assez d'heures travaillées, démission, etc.).

S'appropriier le développement

Lever de rideau sur quelques principes structurants de l'action collective.

par **David Letellier**



Depuis la débâcle financière de 2008, plusieurs régions du monde, dont le Québec, sont entrées dans une phase de mobilisation sociale qui rassemble les différents réseaux d'acteurs de la société civile. Dans ce contexte d'incertitude et de vulnérabilité économique, sociale et politique, les gouvernements et les acteurs du développement s'efforcent de rendre perméables les frontières entre les sphères économiques et sociales pour le développement de communautés saines et durables. Y parviennent-ils? Comment? Un survol des pratiques de développement collectif de la dernière décennie au Québec a permis de discerner quelques constats associés à cette difficulté de construire des ponts entre les domaines d'intervention du développement des collectivités, constats qui ont permis d'identifier des principes structurants de l'action collective. Lever de rideau.

Les réseaux d'acteurs entre mobilisation et participation

Grâce à la Démarche de bilan et perspectives en développement social au Québec, menée depuis 2008 par un collectif de réseaux d'acteurs, d'organismes publics et de membres du Réseau québécois de développement social (RQDS), on a pu constater toute l'importance de la mobilisation et de la participation des partenaires impliqués dans les démarches régionales de développement social. Seize membres régionaux – sur une possibilité de 19 régions – se sont en effet mobilisés, afin d'identifier les projets de développement collectif les plus susceptibles d'améliorer les conditions de vie du milieu dans lequel ils ont pris forme.

Par ces bilans régionaux, il s'agissait essentiellement de dégager des pers- ➔

La tendance au regroupement intersectoriel s'avère une stratégie de choix pour servir les orientations de l'action collective qui caractérise le champ du développement collectif au Québec.

David Letellier est doctorant en sciences sociales appliquées à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). De 2008 à 2011, il a été assistant de recherche pour l'ARUC-ISDC, et adjoint à la coordination à l'axe Développement social des communautés. Il a accompagné le RQDS dans sa réflexion de bilan et perspectives en développement social au Québec, portée par un collectif de partenaires nationaux et régionaux.

**Le comité régional
de développement
social du Centre-du-
Québec et la Table
des partenaires
de développement
social de Lanaudière
[...] constituent
deux exemples
de pratiques de
référence en matière
d'innovation.**

pectives nationales sur l'état du développement social à partir des caractéristiques organisationnelles, des actions prioritaires, du financement ainsi que des processus participatifs et intersectoriels de chacune des régions participantes. La collecte des informations et des caractéristiques des organisations régionales concernées par le devenir du développement social et collectif a confirmé toute la diversité des réseaux d'acteurs concernés, ainsi que les nombreux domaines d'intervention qui constituent le champ du développement collectif au Québec. Ceci a révélé combien les approches intersectorielles et partenariales sont plus que jamais nécessaires pour définir des perspectives d'avenir dans un contexte de compression budgétaire et de recherche constante de financement.

L'action intersectorielle comme instrument d'innovation

Comme on peut le constater avec des réseaux d'acteurs comme le RQDS, la Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC) ou Solidarité rurale du Québec (SRQ), la tendance au regroupement intersectoriel s'avère une stratégie de choix pour servir les orientations de l'action collective qui caractérise le champ du développement collectif au Québec. Dans un contexte d'austérité budgétaire des gouvernements, où le financement pour les projets de développement collectif subit un revers inquiétant, cette action intersectorielle devient un instrument d'innovation et de soutien à l'appropriation du développement par les collectivités.

Cette appropriation collective du développement se déploie de diverses manières, par exemple à travers les processus de planification du développement social à l'échelle régionale. Retombées majeures du premier Forum sur le développement social de 1998, les exemples les plus probants sont ceux du Comité régional de développement social du Centre-du-Québec et de la Table des partenaires de développement social de Lanaudière (TPDSL). En effet, ces deux exemples constituent des pratiques de référence en matière d'innovation, puisqu'elles

constituent des dispositifs de soutien à la concertation, l'animation, le débat et l'échange des savoirs entre les milieux de vie et les agents du développement.

À l'échelle sous-régionale, les municipalités régionales de comté (MRC) et les partenaires territoriaux s'appuient de la même manière sur une forme d'action intersectorielle pour déployer des processus d'élaboration de politiques de développement social pour leurs collectivités. Le cas de la Corporation de développement communautaire (CDC) de Vaudreuil-Soulanges, mandatée pour piloter le processus d'élaboration de la *Politique de développement social durable* de la MRC, est un de ces exemples de pratiques exemplaires en matière de développement des communautés. Résultat de la concertation et de la participation des citoyens et des organismes du milieu réunis dans un comité de travail et un comité territorial, cette pratique s'est muée en instrument d'innovation en matière de coproduction des politiques publiques et de co-construction des projets de développement collectif. En regroupant les partenaires et les acteurs du développement au sein d'un processus de planification et d'élaboration d'une politique transversale, la MRC Vaudreuil-Soulanges est venue inscrire, au cours de sa démarche collective, les thématiques d'intervention prioritaires à l'agenda municipal et régional.

Ce cadre de référence constitue aujourd'hui un point d'appui pour une plateforme servant d'instrument d'hybridation entre les outils de planification de la santé publique, de l'aménagement du territoire et des secteurs culturel, scolaire et économique. Ce type de pratique de développement, issu du secteur public, s'inspire certainement de pratiques ayant émergé des territoires régionaux mentionnés précédemment.

Le partenariat public, privé et communautaire

Alors que le monde évolue dans un système économique néolibéral dominé par le secteur financier, les gouvernements d'allégeance sociale-démocrate subissent les contrecoups appréhendés d'un ralentissement économique. Au Québec, on assiste

à une approche hybride, dite partenariale, qui assouplit les tendances néolibérales de l'économie mondiale en soutenant des politiques sociales dédiées à la lutte aux inégalités sociales. Les gouvernements s'allient en effet aux réseaux d'acteurs des différents secteurs économiques, sociaux et communautaires afin de déployer des stratégies de développement collectif; celles-ci prennent la forme d'ententes-cadres avec les régions et les organismes locaux comme les Centres locaux de développement (CLD), les Centres de santé et de services sociaux (CSSS) et les Centres locaux d'emploi (CLE).

À l'inverse des pratiques mentionnées plus haut, il semblerait que cette approche partenariale profite d'une plus grande perméabilité entre la sphère économique et sociale grâce à une collaboration plus étroite entre les organismes à vocation sociale et celles du milieu économique. Par exemple, les réseaux d'acteurs organisés sur la base d'une synergie entre les projets de développement de l'entreprise privée, les programmes ministériels et les actions socio-communautaires obtiennent un haut taux de réussite et de durabilité.

Les conditions de succès d'une pratique partenariale s'appuient sur le métissage – souvent paradoxal – des logiques d'action et des modèles d'intervention. Dans cette filière, les coopératives d'habitation font figure de précurseur d'une approche associant intervention sociale et développement économique, dans la mesure où elles réunissent des partenaires des secteurs financier, économique et d'action sociale. Structurée sous forme de confédération regroupant diverses fédérations régionales et un fond d'habitation communautaire, l'habitation coopérative participe à rejoindre les familles dans le besoin d'un logement décent tout en contribuant à l'amélioration des cadres bâtis et des conditions de vie.

Le décloisonnement des domaines d'intervention sociale et économique est aussi l'objectif prioritaire d'organisations comme le Chantier de l'économie sociale, le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité ou la Fédération des coopératives de développement régional du Québec. Celles-ci tentent d'allier les secteurs public, privé

et communautaire dans des actions et des relations intersectorielles qui soutiennent la pérennité des entreprises collectives et des coopératives. Dans une optique de développement collectif respectueux des divers domaines d'intervention, le partenariat entre les organismes publics, les entreprises privées et les groupes communautaires devient la voie de l'avenir du développement social afin que les collectivités, les territoires et les communautés qui composent l'espace public puissent concrétiser ensemble des stratégies d'innovation.

Le partenariat privé, public et communautaire

À l'inverse du cas de l'habitation coopérative qui émerge des milieux communautaires, l'intervention de la Fondation Lucie et André Chagnon incarne le partenariat privé, public et communautaire. Cette fondation soutient conjointement des programmes gouvernementaux (Québec en forme et Naître et grandir) ainsi qu'un réseau d'acteurs dédiés au soutien à la formation et à la mobilisation des collectivités. *Communagir*, autrefois connu sous le nom *Projet Impact*, constitue l'exemple d'une pratique qui allie le soutien des communautés à des réseaux d'acteurs. L'un des atouts de cette approche partenariale est de contribuer à la coordination des programmes gouvernementaux et au succès des politiques sociales, ainsi qu'à l'avancement des pratiques de développement collectif au Québec et ailleurs.

Les pratiques signalées dans ce qui précède ne sont pas nouvelles. Elles illustrent cependant de manière concrète les avenues qu'offre une plus grande perméabilité entre les sphères économique et sociale. Dans un monde contemporain mené par la productivité et le capitalisme financier, le développement collectif se heurte à des complexités de taille. Néanmoins, les exemples mentionnés plus haut nous indiquent que l'arrimage entre les sphères économique et sociale constitue l'une des stratégies d'innovation sur laquelle le développement collectif gagne à s'appuyer. /

Le partenariat entre les organismes publics, les entreprises privées et les groupes communautaires devient la voie de l'avenir du développement social afin que les collectivités, les territoires et les communautés qui composent l'espace public puissent concrétiser ensemble des stratégies d'innovation.

Des laboratoires vivants pour des territoires innovants

Quand la participation citoyenne s'ancre dans des territoires à la fois physiques et virtuels.

par **Gisèle Bertrand**

Chargée de projet au CEFRIO, **Gisèle Bertrand** fait partie de l'équipe de la vice-présidence Innovation et Transfert. Elle œuvre principalement dans les projets de recherche-action et s'intéresse notamment aux villes et territoires intelligents, aux laboratoires vivants et aux modèles d'affaires à l'ère du numérique.

Un laboratoire vivant est une démarche exploratoire, fondée sur les apprentissages dans l'action et les interactions entre différents partenaires.

C'est maintenant connu, les contextes sociaux et économiques incitent nombre d'organisations et d'acteurs à tenter d'améliorer leur capacité d'innovation pour faire face aux multiples défis qu'ils rencontrent. Et ils ne manquent pas d'idées. Souvent même, elles foisonnent! Malheureusement, faute de temps ou de ressources, ou encore devant la complexité des problématiques rencontrées, les idées ou les concepts demeurent souvent à l'état embryonnaire. Les innovations ne voient pas le jour, ne s'intègrent pas et ne profitent pas aux citoyens ou aux organisations.

Or de nouvelles démarches d'innovation, de recherche et d'autonomisation, qui favorisent la participation citoyenne dans la co-création et l'expérimentation, voient le jour. Elles proposent des façons de faire nouvelles qui favorisent la créativité et contribuent à combler ces lacunes de ressources et de temps. Il s'agit des laboratoires vivants, mieux connus sous le nom de *Living Lab*. Cette approche, encore récente et peu connue au Québec, le CEFRIO a souhaité la documenter et la valider à travers l'accompagnement de deux expériences menées dans deux régions du Québec¹.

Des approches qui visent à capter la créativité collective

Un laboratoire vivant est une démarche exploratoire, fondée sur les apprentissages

dans l'action et les interactions entre différents partenaires. Il permet en effet à un ensemble d'acteurs de participer conjointement à l'élaboration de services, produits, approches, pratiques et applications, le tout en lien avec les technologies de l'information et des communications (TIC), qu'elles soient comprises comme objets d'étude ou comme outils. Le citoyen est au cœur de cette démarche puisqu'il participe systématiquement aux diverses étapes de l'innovation, de la conceptualisation du nouveau produit ou service, jusqu'à son expérimentation en grandeur réelle.

Se déroulant en contexte réel, là où les usagers et les milieux de pratiques sont présents et en interaction constante avec les chercheurs pour trouver et développer des solutions aux problèmes existants, ces interactions favorisent les apprentissages de part et d'autre et facilitent l'accès et le transfert d'informations et de connaissances. Ces différentes étapes sont réalisées de façon intégrée: les nouveaux produits et services sont développés en temps réel, tandis que la rétroaction permet d'en mesurer immédiatement l'intérêt.

C'est donc cette façon de miser sur le pouvoir créatif des acteurs pour trouver des solutions aux défis qui se posent à eux, à partir de leurs propres besoins et de leur propre expérience, qui distingue le laboratoire vivant d'autres modèles d'innovation.

Cette démarche de type ascendante vise à capter ce que l'intelligence collective peut produire de meilleur.

Une démarche au service de deux communautés territoriales

Les deux projets pilotes de laboratoires vivants, menés dans deux régions différentes du Québec, sont des tentatives visant à apporter des solutions innovantes aux problèmes qui se posent aux communautés territoriales. Pour ce faire, il fallait remettre en question les limites d'intervention des organismes porteurs.

Un premier projet pilote a permis de mettre en place, en Gaspésie, une plateforme d'information interactive capable de faire collaborer plusieurs médias et d'autres acteurs du milieu : institutions publiques, entreprises commerciales, organismes communautaires, etc. Cherchant à exploiter les diverses facettes

du web 2.0, Graffici.ca mobilise aujourd'hui des citoyens et des journalistes pour alimenter son site en nouvelles brèves au quotidien. Mais pour y arriver, les défis étaient nombreux et commandaient une redéfinition des pratiques journalistiques et du modèle d'affaires traditionnel. Car le numérique offre de nouvelles modalités de présentation de la nouvelle, d'accès aux contenus, de couplage entre la publicité et l'information et de prise de parole citoyenne. Il rend possibles de nouveaux modes de coproduction des services et de partage des ressources, mais soulève également l'enjeu de la révision du territoire sur le plan symbolique comme sur celui de la construction d'une communauté d'intérêts.

Le second projet, piloté par le Forum Jeunesse Longueuil, vise la participation des jeunes à la vie démocratique dans l'agglomération de Longueuil. Il met en scène des intervenants, des chercheurs, des élus et des jeunes dans une démarche d'intégration →

Le citoyen est au cœur de la démarche puisqu'il participe systématiquement aux diverses étapes de l'innovation, de la conceptualisation du nouveau produit ou service, jusqu'à son expérimentation en grandeur réelle.



PHOTO : GISÈLE BERTRAND

Animation d'une rencontre jeunes et élus pilotée par le Forum Jeunesse Longueuil.



Des jeunes raccrocheurs du Centre des 16-18 ans, en compagnie de quelques intervenants participant au laboratoire vivant animé par le Forum Jeunesse Longueuil.

Cherchant à exploiter les diverses facettes du web 2.0, Graffiti.ca mobilise aujourd'hui des citoyens et des journalistes pour alimenter son site en nouvelles brèves au quotidien.

des TIC, dans les processus démocratiques, afin d'amener les acteurs à prendre une part active à la gouvernance territoriale. À ce jour, plusieurs activités ont été réalisées : sondage, production d'une animation vidéo sur l'importance de la nature, intégration d'activités aux programmes scolaires et élaboration d'une plateforme web d'information, de partage et d'échange avec les élus. En cours de route, la démarche a pris de l'ampleur, ouvrant du même coup la gouvernance du projet et mobilisant de nouveaux partenaires : commissions scolaires, institutions d'enseignement, enseignants, organismes communautaires, municipalités, etc.

Repenser les territoires

Voilà maintenant deux ans que sont expérimentés ces projets de laboratoires vivants. Et au-delà des réalisations, ce qui apparaît maintenant clair, c'est qu'ils ont permis de modifier les systèmes de fonctionnement habituels. Si les deux démarches visaient à agir sur des problématiques sociales qui demandent des investissements en animation sur leur territoire respectif, et ce, sur une longue période, les projets pilotes ont permis de mettre en place les premiers

jalons de solutions à long terme. Et la définition d'une vision partagée par les parties prenantes pour chacune des démarches a sans aucun doute été un point focal.

Le support qu'offrent les TIC contribue à alimenter des dynamiques nouvelles – comme la culture de la solidarité et la co-élaboration de connaissances – en même temps qu'elles obligent à repenser les territoires dits administratifs ou géographiques. Ancrées dans des territoires à la fois physiques et virtuels, les deux démarches amorcées ont permis de mobiliser tant les citoyens résidents des régions que les diasporas au développement de leur identité. En Gaspésie, cette mobilisation a pris la forme d'une participation à la rédaction de nouvelles et à la mise en place d'une voix régionale; dans la région de Longueuil, les gens se sont dotés d'une plateforme de communication entre des jeunes et des élus, où l'ensemble de la population est invité à participer aux débats sur la vie démocratique. Chacun de ces projets permet une appropriation du territoire et sa redéfinition sur la base d'un intérêt partagé par les parties prenantes ce qui, du coup, les rend d'autant plus attrayants. /

1. Le CEFRIO a produit un rapport synthèse du projet « Des laboratoires vivants pour des territoires innovants ». Ce rapport inclut quelques outils visant à aider les groupes porteurs à amorcer une démarche de laboratoire vivant. Ils peuvent être consultés sur le site www.cefrio.qc.ca

Pour une nouvelle économie agroalimentaire

Des initiatives locales au changement de modèle économique.

par **René Lachapelle**

« Sur la planète, 870 millions de personnes ont faim. Soutenir les organisations de producteurs, c'est la meilleure façon de réduire les inégalités et de leur donner de la résilience face aux crises. » Formulé à l'ouverture de l'Université d'été du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) par Nora Ourabah Haddad, coordonnatrice du Bureau de la communication, des partenariats et des activités de plaidoyer à la Food and Agriculture Organization (FAO), ce constat est à la base de la décision de l'Organisation des Nations Unies de proclamer 2014 « Année de l'agriculture familiale ». Or, cette proclamation ne suffira pas à atteindre la souveraineté alimentaire si ne sont pas entreprises des actions qui permettent de changer de paradigme concernant la production agricole aussi bien que l'économie.

Des options à imposer à l'échelle des marchés mondialisés

Des alternatives émergent. On peut trouver, au Québec comme dans les pays du Sud, des milliers d'initiatives innovantes permettant de restaurer des liens entre les producteurs agricoles, très majoritairement paysans, et les consommateurs. Contrairement aux idées reçues, ce sont les petits producteurs qui, à l'échelle mondiale, investissent le plus pour l'amélioration de la productivité alimentaire. Cependant, ils se trouvent souvent en rangs dispersés pour affronter les grandes multinationales sur un marché dit

de libre-échange... mais largement subventionné dans les pays développés. Pour que ces initiatives innovantes puissent se traduire en projets fondateurs d'une nouvelle économie agroalimentaire, il faut d'abord les fédérer : le syndicalisme agricole, les associations paysannes, les plans collectifs de mise en marché, le commerce équitable et les réseaux de distribution de proximité font partie des mécanismes pour s'imposer à l'échelle des marchés mondialisés.

Reconnaître et valoriser le pouvoir d'agir sur le système en place

Il faut aussi rendre pluriel le modèle économique, en intégrant à sa juste valeur l'économie sociale et solidaire. Cela exige un rapport de force. Producteurs et consommateurs doivent prendre conscience de leur capacité d'agir sur le système. L'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs du Cameroun a constaté que, dans ses efforts pour favoriser la production alimentaire paysanne qui occupe 70 % de la population, elle se bute au manque de reconnaissance par la population et par les paysans eux-mêmes de la valeur de cette production. « Ils ne sont pas fiers de ce qu'ils font et contribuent à leur propre dénigrement », estime le coordonnateur Bernard N'Jonga. Selon Joël Magne, secrétaire général d'*Agriculteurs français et développement international* (section Auvergne), la souveraineté alimentaire passe par le fait de « retrouver la no- ➔

Président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), **René Lachapelle** est professionnel de recherche depuis 2008 à la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire (CRCOC) de l'Université du Québec en Outaouais. Il complète un doctorat en organisation communautaire à l'École de service social de l'Université Laval.

**Contrairement
aux idées reçues,
ce sont les petits
producteurs qui,
à l'échelle mondiale,
investissent le plus
pour l'amélioration
de la productivité
alimentaire.**



blesse du mot paysan ». Il faut donc franchir ce premier cap, celui de se reconnaître et de développer sa fierté, afin de rendre plus efficace l'agriculture pratiquée par les petits producteurs, mieux en mesure d'être respectueuse de l'environnement.

« Il n'y a pas d'économie sans écosystème », insiste Laure Waridel. « Nous sommes dans un système alimentaire où il y a beaucoup de gaspillage », y compris au niveau de l'énergie consacrée au transport des aliments de la ferme à l'usine, puis aux points de vente. De plus, ce système génère des coûts importants en matière de santé, note Chantal Blouin de l'Institut national de santé publique du Québec: 90 % des Québécois consomment trop de sodium, seulement 5 % consomment suffisamment de fibres et 25 % sont obèses. Informer et sensibiliser ne suffisent pas. Il faut « rendre les choix sains plus faciles et les choix moins sains plus difficiles à faire », par

exemple en imposant des coûts qui reflètent les effets sur la santé.

Bref, le premier champ d'action qui se dégage, c'est un changement de mentalité à réaliser: 1) d'abord chez les consommateurs, pour qu'ils exigent que les aliments ne soient pas réduits au rang d'une simple marchandise, mais plutôt considérés comme des biens essentiels d'une importance supérieure aux règles actuelles du commerce; et 2) chez les petits producteurs, pour qu'ils prennent conscience de leur poids dans l'offre alimentaire globale. Il faut rendre visibles les réalisations porteuses, « mettre de l'avant nos forces comme organisations de producteurs » selon l'expression de Yasy Morales Chacon du *Réseau Centroaméricain et des Caraïbes de fondations et associations pour l'économie sociale et solidaire*. Elle cite l'exemple de la *Fédération brésilienne de l'économie sociale et solidaire* qui a réussi, avec le soutien du

gouvernement, à réaliser et à rendre accessible en ligne un inventaire des entreprises qui se réclament de cette économie.

Restaurer la capacité d'agir des États

Est-il possible d'arriver à un tel résultat à l'échelle des continents, voire du marché mondial? L'absence de structure de gouvernance internationale laisse actuellement le champ libre à l'Organisation mondiale du commerce, la seule instance de régulation internationale vraiment efficace. Or l'OMC est « génétiquement marquée par le libéralisme économique » de telle sorte que, remarque Geneviève Parent de la Faculté de droit de l'Université Laval, « les États sont tenus de se conformer à cette régulation libérale même si elle menace la diversité des productions agricoles et la souveraineté alimentaire des nations ». Les règles du commerce l'emportent sur le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) que les États ont pourtant ratifié. De toute évidence, il devient urgent de restaurer la capacité d'agir des États, que trois décennies de néolibéralisme ont sévèrement réduite, en réussissant à convaincre la majorité de la population que le laisser-faire est meilleur... alors qu'il ne profite qu'aux plus forts. Pour Laure Waridel, il faut « cesser d'être frileux sur le terrain politique » : l'état des lieux devrait nous inciter à dépasser les fractures entre organisations pour obliger les élus à prendre en compte ces enjeux.

Pour Gérald Larose, « les grandes institutions sont réformables : la question c'est comment construire le rapport de forces pour que ce soit fait dans le sens que nous voulons ? » Il propose quatre voies pour y arriver : la lutte idéologique, le renforcement systématique de la société civile, la politisation de l'économie et l'internationalisation de l'action. Le mode actuel de régulation de l'économie a sévèrement aggravé les écarts sociaux entre les pays, mais aussi à l'intérieur de chaque pays : « Toute la création de richesse va au capital et dès que le gouvernement fait un surplus, on baisse les impôts ». Résultat : la pauvreté s'est aggravée dans les pays développés. En plus,

« avec le saccage de l'outillage collectif, les mécanismes de la démocratie ont été détournés ». Il faut informer, s'indigner et conscientiser l'opinion publique que « l'économie n'est pas une fin en soi ». Et il faut dénoncer le pouvoir abusif d'actionnaires qui n'ont rien à voir avec l'entreprise : « Si pour faire de l'argent il faut tuer l'entreprise, ils vont le faire ! »

Un acteur essentiel du changement : la société civile

Les organismes doivent renforcer leur qualité démocratique, développer des alliances, établir des mécanismes de dialogue de façon à susciter et soutenir le rapport de force nécessaire. Les questions économiques et écologiques doivent redevenir un enjeu politique, affirme Gérald Larose, pour qui « le néolibéralisme a provoqué la déresponsabilisation, la dépolitisation et la dénationalisation ». Alors que les néolibéraux décriaient toute régulation, « quand la crise de 2008 est arrivée, ils étaient à genoux pour têter l'État, mais une fois remis en affaires, ils reprennent l'ancien discours ». Nous avons besoin du relai politique pour « organiser la promotion de l'intérêt général ».

« L'économie sociale et solidaire doit questionner l'économie publique et privée pour faire en sorte que l'économie subvienne aux besoins de la population. » Or elle ne bénéficie pas à l'échelle internationale d'une reconnaissance qui lui permette de jouer ce rôle. C'est dans cette perspective que le Forum international des dirigeants de l'économie sociale et solidaire organise la prochaine édition des Rencontres du Mont-Blanc en novembre 2013, proposant de « Changer le cap de la mondialisation avec l'économie sociale et solidaire : vers des Objectifs du Millénaire pour le Développement post 2015 ». Le défi c'est de faire de la préparation et de la tenue de cette rencontre un levier d'affirmation de l'économie sociale et solidaire dans le cadre des travaux de l'ONU. Le GESQ espère contribuer avec ses partenaires québécois à faire en sorte que, au Nord comme au Sud, ceux qui créent les alternatives aient voix au chapitre. /

Il devient urgent de restaurer la capacité d'agir des États, que trois décennies de néolibéralisme ont sévèrement réduite, en réussissant à convaincre la majorité de la population que le laisser-faire est meilleur... alors qu'il ne profite qu'aux plus forts.

Un Québec fou de ses générations

Par **Mélanie Chabot**, rédactrice en chef

Au printemps dernier, les travaux du Comité d'experts sur l'avenir du système de retraite, présidé par Alban d'Amours, ont remis à l'avant-scène les débats sur l'équité intergénérationnelle. Du coup, on a pu prendre le pouls de l'état de santé de notre tissu social. V, B, X, Y, C¹, chacun y est allé de ses inquiétudes devant les défis et enjeux que représente le « papy-boom » annoncé : surplus de dépenses en santé, iniquités des contributions aux régimes de retraite, générosité envers les plus vieux, sous-investissement envers les jeunes et les familles. Après la solidarité démontrée au printemps 2012, ce nouveau printemps québécois semblait maintenant annonciateur d'un vivre ensemble en catégories séparées.

Or, pouvoir compter sur un réseau social fort – conjoint, enfants, parents, amis, voisins, collègues de travail – est un facteur reconnu de santé et de bien-être. Réapprendre à se mêler serait même une question de vie ou de mort, puisque le fait d'être bien entouré aurait plus d'impacts sur l'espérance de vie que l'obésité ou l'inactivité physique, nous apprenait récemment une étude américaine². Pourquoi, alors, en serait-il autrement lorsqu'il est question de la santé de nos communautés ?

Le Québec offre plusieurs exemples de communautés qui ont fait de leur tissu social le moteur de leur dynamisme : Saint-Camille, Saint-Joachim de Shefford, Salaberry-de-Valleyfield, autant d'exemples reconnus qui me viennent spontanément en tête lorsqu'il est question de communautés dynamiques, parce que tricotées serrées. En fouillant un peu, on trouve partout des communautés qui ont choisi de mettre à contribution le potentiel de tous leurs citoyens, peu importe l'âge de la vie, pour en faire un levier de changement. C'est le cas du quartier Saint-Michel, au nord de Montréal, où la participation de tous les citoyens – tous groupes sociaux, sexes, cultures et générations confondus – a été la pierre angulaire du diagnostic et de la planification du chantier de revitalisation urbaine et sociale qui a depuis relancé le quartier. À Massueville, en Montérégie, c'est un

comité de relance de citoyens de tous âges qui a permis de faire face à la décroissance, en améliorant le milieu de vie, tant pour les jeunes familles que pour les personnes âgées.

Au Québec, les communautés en santé semblent donc être celles qui appréhendent leur milieu avec tous ses âges, qui font une analyse globale de leur développement et qui mettent en œuvre une planification intégrée. En somme, des communautés qui abordent la vie dans son cycle entier. Tiens, ça ressemble drôlement aux conditions nécessaires, soulevées plus loin dans nos pages par Louis-Gilles Francoeur, pour assurer un

réel développement durable et équitable pour toutes les générations.

Mais, attention ! Les communautés ne sont pas des personnages sur la scène sociale : elles ne peuvent agir sur elles-mêmes qu'à travers une négociation permanente des rapports sociaux et des conflits qui les traversent, dont celui entre les générations et les âges. Dans l'analyse qu'on peut en faire, les communautés n'ont pas de psyché, mais bien un statut sociologique. C'est

pourquoi, si le vieillissement pose des défis réels et importants à nos sociétés, pour Jean Carette l'heure n'est plus au rafistolage des systèmes issus du passé, mais bien à la formulation d'un nouveau contrat social global auquel il convie tous les âges.

Mais pour y arriver, il faudra peut-être réapprendre à se rencontrer, nous dit Véronique Chagnon et à dépasser nos vieux préjugés, nous dit-elle encore. Il faudra aussi soutenir la participation sociale tout au long de la vie, propose Sophie Clerc, et déployer des stratégies pour recomposer nos milieux de travail, précisent Marie-Michèle Dumas et Odette Trépanier.

Bien plus qu'un « vivre ensemble » donc. Il nous faudra un réel « agir ensemble » pour redéfinir le sens de la solidarité et sortir de cette solitude des générations. /

**Au Québec, les
communautés en
santé semblent
donc être celles qui
appréhendent leur
milieu avec tous ses
âges [...]**

1. V (vétérans, avant 1946), B (Boomers, 1946-1964), X (1960-1981), Y (1981 à 1996), C (nés depuis 1996)

2. Holt-Lunstad J, Smith TB, Layton JB (2010) Social Relationships and Mortality Risk: A Meta-analytic Review. PLoS Med 7(7): e1000316. doi: 10.1371/journal.pmed.1000316

D'un âge à l'autre

Individuellement, nous vieillissons tous, à tous les âges.
Collectivement, le vieillissement démographique constitue un défi
pour le développement et non une charge.

par **Jean Carette***

La société québécoise est confrontée à un vieillissement démographique accéléré. La baisse de la natalité – ici plus forte, plus constante et plus rapide qu'ailleurs – et une augmentation croissante de la longévité depuis plus de 40 ans ont provoqué un accroissement du nombre et de la proportion des personnes de plus de 60 ans, déformant ce qui avait été jusqu'alors une pyramide des âges plutôt traditionnelle. Il y a

maintenant quatre (et bientôt cinq générations) qui devront cohabiter, alors que notre perception est encore limitée à trois groupes : enfants, parents et grands-parents. Les deux générations d'aînés qui sont déjà présentes après soixante ans, âge actuel moyen de la retraite, forment un groupe de plus en plus nombreux qui comprendra, dans vingt ans, le quart de la population québécoise. ➔

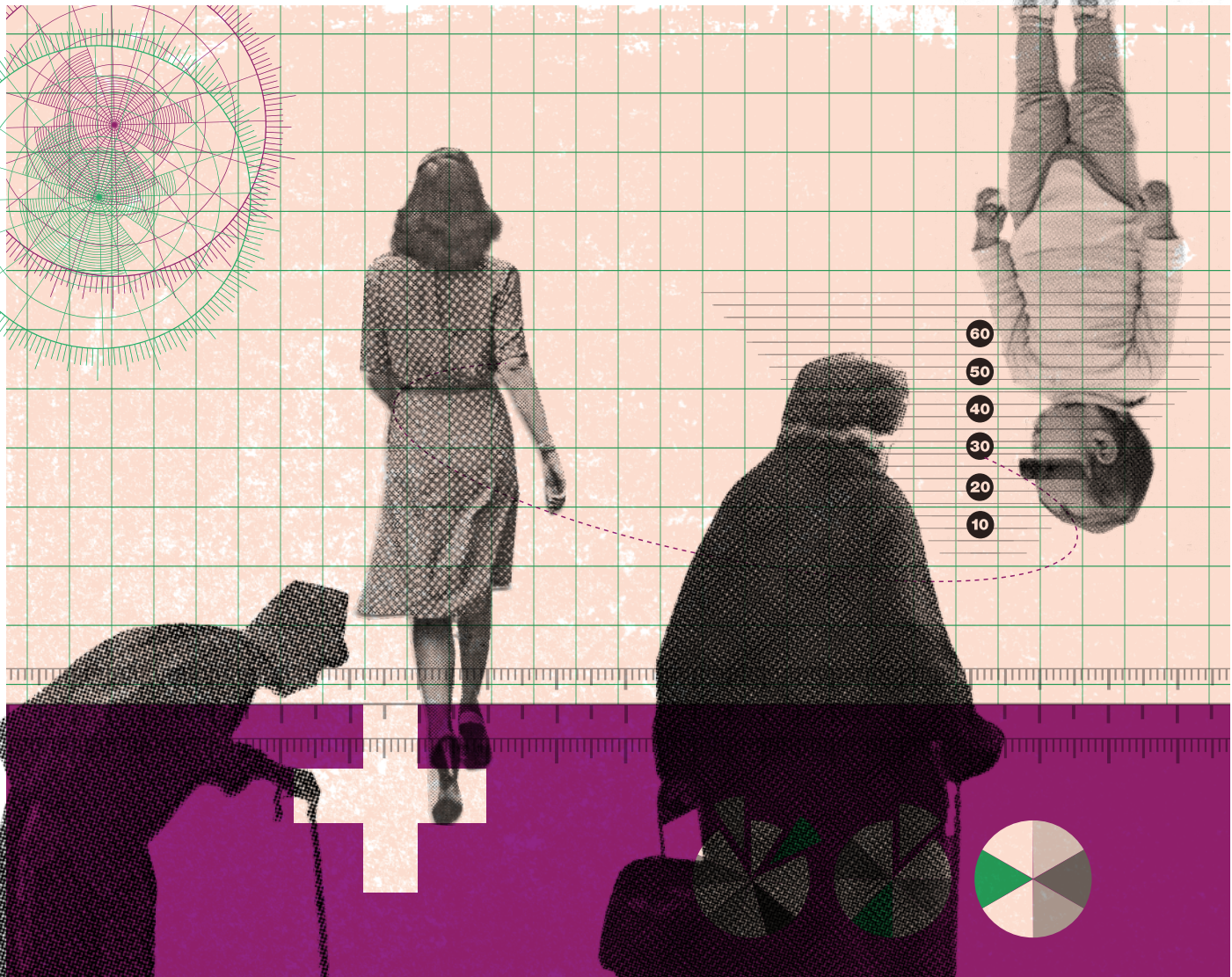


ILLUSTRATION : ANNE-LAURE JEAN

Le vieillissement collectif, tragédie ou opportunité ?

Ce vieillissement collectif est totalement inédit : nous y sommes d'autant moins préparés qu'il n'y a aucun précédent de cette ampleur dans notre histoire, et que nous n'avons d'autre cas observable que celui des pays industrialisés qui ont connu un baby-boom similaire au nôtre après la Seconde Guerre mondiale. Ce vieillissement va se poursuivre à un rythme accéléré jusqu'après 2030, contraignant l'ensemble des acteurs sociaux à modifier leurs perceptions et à élaborer des programmes, interventions et services renouvelés. Cette cohabitation de quatre ou cinq générations va nous imposer un effort soutenu pour réajuster, adapter et adopter un nouveau contrat social, de nouvelles façons de vivre ensemble, entre générations, entre groupes sociaux, entre sexes, entre cultures.

Beaucoup s'inquiètent de ce vieillissement démographique et de ses effets sur notre développement collectif. Peu ou pas d'argent pour nos retraites futures et des contributions sensiblement plus lourdes pour amortir les dettes du secteur public, redoutent les adultes plus jeunes. Moins d'argent pour les soins de santé et les services publics, s'inquiètent leurs parents. Les baby-boomers sont partis avec la caisse et il ne reste que de rares ressources et de précaires conditions d'emploi et de vie, selon certains. D'autres vont même jusqu'à redouter un déclin inéluctable du Québec, pays né-crosé par le vieillissement de sa démographie jusqu'à perdre ses élans de créativité et d'entrepreneuriat ou ses chances de croissance. Il faut dire que ces craintes sont nourries par certains médias pas trop sérieux et par des politiciens soi-disant réalistes et objectifs, comme on a pu l'observer lors des débats récents autour du rapport D'Amours sur l'avenir du système de retraite ou autour du projet d'assurance autonomie.

Les fantasmes de la transmission intergénérationnelle

Ce n'est pas le lieu ici pour décortiquer les éléments (dont les choix politiques) qui sont à l'origine de la dette du secteur public ; d'autres l'ont fait, avant nous et avec talent. Mais permettez-moi d'insister sur la persistance de quelques préjugés – ou alors de fantasmes – quant à la fameuse transmission entre générations.

Chacun sait, par exemple, que des investissements collectifs – infrastructures, hôpitaux, universités et autres équi-

pements – sont réalisés grâce aux emprunts à long terme. Or, la contrepartie en services immédiats et durables est ici vite oubliée ou niée ; on ne se souvient que de la dette. On oublie aussi que cette dette publique est due à des allègements fiscaux consentis à certains particuliers ou aux entreprises ; or, rien n'empêche les citoyens de refuser ces choix politiques, ne serait-ce que pour tempérer les montants à rembourser plus tard.

En d'autres mots, ne nous trompons pas d'adversaires. Le débat doit prendre en compte l'ensemble des rapports

sociaux et leur dynamique, facteurs réels d'inégalités sociales. Les discours qui mettent de l'avant l'irresponsabilité des générations d'ânés tenteraient-ils de faire oublier les réelles sources d'injustices et d'inégalités, transformant les plus âgés en boucs émissaires afin de détourner notre regard loin des vrais responsables ? Derrière les caricatures simplistes qu'on nous sert, il y a une manipulation idéologique préjudiciable au débat public et à toutes les

générations. Limiter les échanges sociaux entre générations à des bilans comptables partiels et partiels, c'est réduire la solidarité entre groupes d'âge à une réciprocité de façade, souvent nourrie de rancunes ou d'envies déplacées.

Un défaut d'analyse et de perspective

L'âgisme consiste précisément à placer les ânés dans des groupes particuliers et spécifiques, profondément différents et devant être traités comme tels. Le terme même de « personnes âgées » résonne comme un impensé-insensé : à partir de quel âge est-on « âgé » ? Du reste, observons que si vous êtes une « personne âgée », vous courez le risque d'être traité comme une personne de seconde catégorie, à propos de qui s'appliquent toutes sortes d'expressions apparemment inoffensives, mais en réalité proprement assassines : petits vieux, charges fiscales, soins de *longue* durée (au lieu de médecine active), « un tel est *encore* vaillant », « une telle est *encore* compétente »... et bien d'autres. Cet âgisme teinte tout autant les travaux de recherche que les décisions touchant l'ânesse – ou ce qu'on appelle la vieillesse (ou la « grande » vieillesse). D'ailleurs, quand commence cette vieillesse ? Lors d'un changement de personnalité, à l'occasion d'une perte de capacité ? Quel est le critère ?

Transposons sur le plan social ce regard mutilant. Nous constatons l'existence de programmes spécifiques, de

Les discours qui mettent de l'avant l'irresponsabilité des générations d'ânés tenteraient-ils de faire oublier les réelles sources d'injustices et d'inégalités (...)?

services et d'institutions spécialisées: emplois pour séniors, logements pour aînés, soins à domicile, longs séjours gériatriques, et plus noblement, universités du troisième âge. Comment ne pas voir ni comprendre que les difficultés et les problèmes des aînés ne sont, en réalité, qu'une variante des difficultés et des problèmes de tout le monde à tout âge? Et surtout que les solutions doivent être conçues dans le cadre de politiques s'adressant à l'ensemble de la population. Les revenus des aînés constituent un aspect de la redistribution générale et plus équitable de la richesse collective; leurs conditions d'habitation dépeignent un aspect des défis globaux d'habitat et d'urbanisme, leurs problèmes de santé et leurs handicaps physiques ou mentaux ressemblent à ceux des autres adultes malades ou handicapés.

Traiter, dans l'analyse comme dans l'intervention, les aînés comme une population à part est discriminatoire et amène notamment à éjecter les personnes « âgées » du marché de l'emploi, de la société et de son développement, de la citoyenneté et de son exercice à part entière. Depuis les années 1970, d'où a surgi une « politique de la vieillesse », nous considérons les aînés et les retraités comme des groupes séparés des autres âges, ce qui explique en grande partie l'échec souvent constaté des mesures prises ou suggérées, mais aussi la baisse et même la perte d'une certaine solidarité générationnelle.

Vers un contrat social renouvelé

J'ai la conviction que le vieillissement collectif, ainsi que l'allongement de l'espérance de vie et de la vie en santé, peuvent devenir des atouts et un puissant levier de développement pour le Québec, à l'élaboration desquels il convient d'inviter les aînés autant que les plus jeunes. Il ne s'agit pas de compatir et de faire quelque chose *pour* les aînés, les vieux et les retraités, mais plutôt de les intégrer dans le débat collectif, dans l'action de la société sur elle-même, et donc d'abord dans la reformulation d'un nouveau contrat social.

Voici cinquante ans notre Révolution tranquille avait permis l'éclosion d'un nouveau compromis en vue d'un développement des ressources et de la richesse, des droits et des égalités, des savoirs et de leurs effets de progrès, des arts et

Il ne s'agit pas de compatir et de faire quelque chose pour les aînés, les vieux et les retraités, mais plutôt de les intégrer dans le débat collectif.

des cultures. Ce compromis est aujourd'hui férocement remis en question à la fois par les crises multipliées de l'économie dite de libre marché, les soubresauts et les indignités de la vie politique, les enjeux inquiétants de la préservation de l'environnement et de la planète « que nous empruntons à nos enfants ». Il convient donc d'engager un vaste débat social qui permette à tous les groupes sociaux, sur une base égale, de réviser les orientations globales de notre modèle actuel – et désormais dépassé – de développement économique et social. Il nous faut imaginer et adapter des institutions plus aptes à servir nos objectifs communs, à créer et à transformer nos diverses formes d'organisation. Nous ne pourrons y parvenir qu'avec les aînés, leurs maturités plurielles et leurs expériences de tous les âges de la vie. /

permette à tous les groupes sociaux, sur une base égale, de réviser les orientations globales de notre modèle actuel – et désormais dépassé – de développement économique et social. Il nous faut imaginer et adapter des institutions plus aptes à servir nos objectifs communs, à créer et à transformer nos diverses formes d'organisation. Nous ne pourrons y parvenir qu'avec les aînés, leurs maturités plurielles et leurs expériences de tous les âges de la vie. /



* Professeur retraité, mais actif, de l'École de travail social de l'UQAM, **Jean Carette** a passé sa vie à s'intéresser aux questions du vieillissement. Auteur de *Droit d'ainesse: contre tous les âgismes*, et principal idéateur du *Rendez-vous des générations* coordonné par l'Institut du Nouveau Monde, il est l'initiateur et délégué général d'Espaces 50+, une initiative destinée à valoriser les talents, les forces et les expériences de vie des aînés par le biais d'activités et de projets en réseaux, d'événements, de voyages, et ce, en coopération avec d'autres groupes de citoyens de tous âges.

Filiations

Photographies de **Pierre Guzzo** et de **Timothée Guzzo**

Le thème des relations intergénérationnelles a amené le photographe Timothée Guzzo à se pencher sur le regard que la génération Y porte sur la génération des *baby-boomers* et vice versa. Pour ce faire, il a associé son père, photographe, à ce projet. Chacun devait réaliser un portrait de l'autre : ces portraits rendent compte du regard d'un père sur son fils, d'un mentor sur son élève et d'un photographe de la relève sur un autre à la carrière bien établie. Timothée Guzzo nous présente sa démarche :

« Pour le portrait de mon père, j'ai été inspiré par la réalité de la génération Y. Cette génération est marquée par l'avènement d'Internet, l'accélération du rythme de la vie, un accès sans limites à l'information et par l'informatisation de toutes les sphères de la société. J'ai voulu briser ce rythme et créer une œuvre tangible et complexe, choses devenues rares à l'ère numérique. J'ai donc photographié mon père, découpé sur ordinateur cette photo en 30 vignettes que j'ai ensuite imprimées, recollées puis à nouveau photogra-



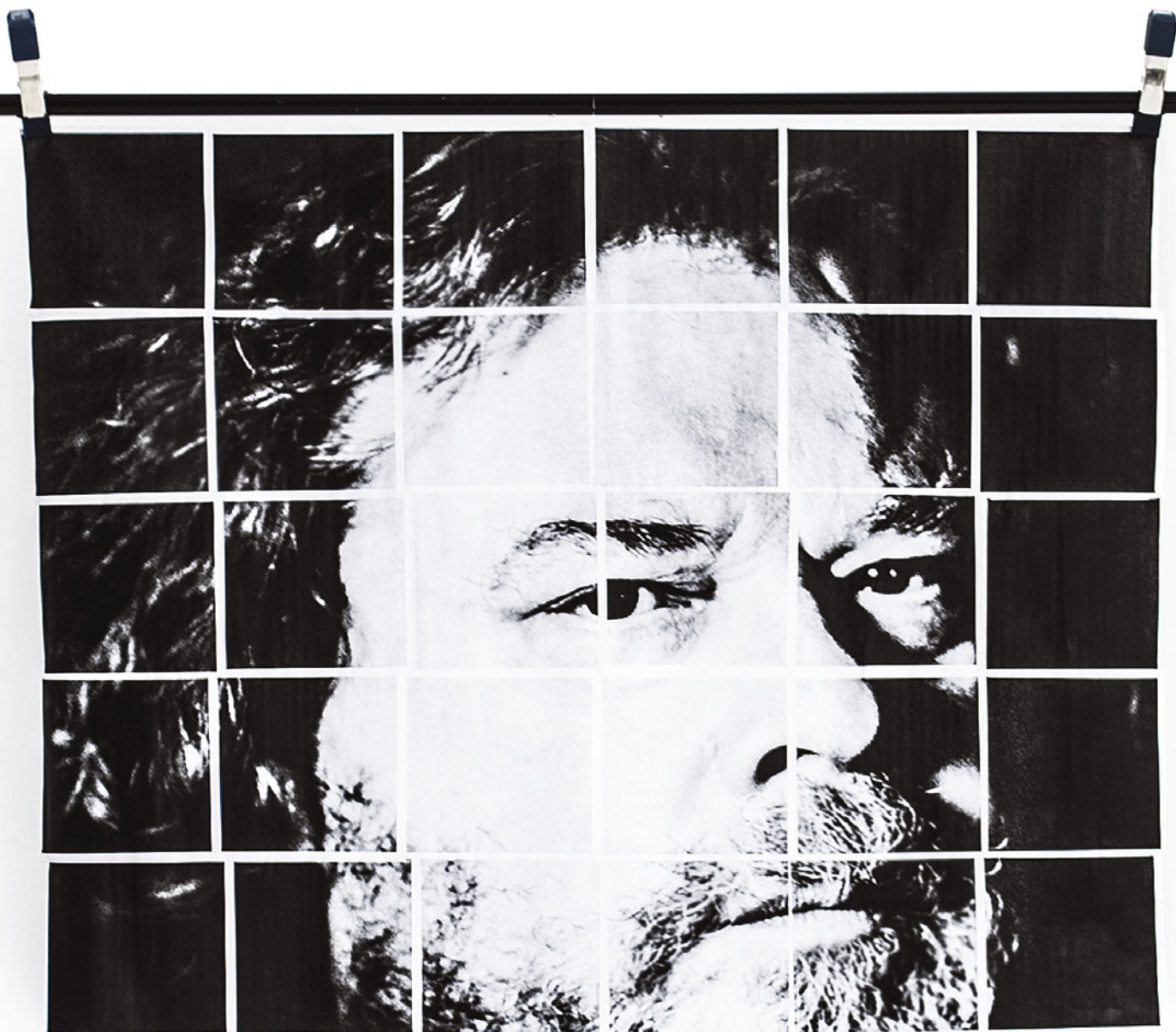


PHOTO : TIMOTHÉE GUZZO

phiées. Mon but: présenter mon père comme une œuvre achevée, établie, grandiose, mais imparfaite, alors que la mosaïque, quant à elle, représente graphiquement les multiples facettes de son individualité.

Pour réaliser mon portrait, mon père a quant à lui souhaité utiliser une source lumineuse qu'il sait être un de mes outils de travail préférés. Ce faisant, il met l'accent sur ma relation

quasi-obsessionnelle avec la lumière, tout en symbolisant le passage de l'enfance au monde adulte. Il célèbre aussi la mise au monde d'une nouvelle génération de photographes, exaltant ainsi la transmission des savoirs et le renouveau de l'art. »

Pour découvrir le travail de Timothée Guzzo :

<http://timotheeguzzo.com/>

Dialogue intergénérationnel autour de l'urgence environnementale

avec Catherine Gauthier et Louis-Gilles Francoeur

par **Sophie Clerc**, équipe de rédaction

Catherine Gauthier, jeune vingtaine, est une militante environnementaliste passionnée. Depuis 2011, elle est l'ambassadrice de l'organisme *ENvironnement JEUnesse*¹. Après avoir été la porte-parole de la jeunesse québécoise à Copenhague, Cancún et Durban, elle a mené des recherches sur la participation de la société civile lors de la Conférence de Doha au Qatar². Louis-Gilles Francoeur, actuellement vice-président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), lui, a fait le pari durant ses quarante ans de carrière comme journaliste au quotidien *Le Devoir*, de travailler à l'évolution de la connaissance en matière environnementale. Des engagements différents, mais un combat commun : l'environnement. Ce sont deux générations, deux visions, que la revue a réunies pour débattre de notre capacité collective à léguer à la société de demain un environnement sain et les ressources naturelles suffisantes pour subvenir à ses besoins. Échanges animés entre espoirs, doutes et urgence d'agir.

K — Si les enjeux environnementaux touchent toutes les générations sans exception, peut-on parler pour autant d'une conscience environnementale intergénérationnelle ?

Louis-Gilles Francoeur (L.G.F.) : Selon moi, la conscience environnementale a évolué de manière considérable en trente ans. On est passé d'un état de méconnaissance incroyable à une connaissance beaucoup plus fine des enjeux, tant du côté de la population que des politiques. Par contre, la dimension intergénérationnelle est l'élément le plus faible de cette prise de conscience. Les gens vont s'occuper des problématiques environnementales qui les touchent directement : c'est le cas, par exemple, des hormones dans les eaux potables. Quand cela touche le voisin, c'est beaucoup plus loin, alors quand cela touche les générations futures, n'en par-

lons pas ! Cette dimension intergénérationnelle constitue le maillon faible de nos préoccupations environnementales, sinon de nos politiques environnementales. Or, dans les grandes décisions gouvernementales de nature à modeler la physionomie de notre paysage pour les prochaines générations, cette conscience intergénérationnelle devrait se traduire par une prise en compte des besoins des gens qui seront là dans 30 ou 70 ans.

Catherine Gauthier (C.G.) : Je vous rejoins sur le fait que l'environnement est une cause portée par une grande partie de la population, toutes générations confondues. Pour ce qui est de la dimension intergénérationnelle, je ne suis pas aussi pessimiste que vous. Prenons le cas des changements climatiques et, plus généralement, du réchauffement de la planète : nombreuses sont les prévisions dans ce domaine qui nous amènent à envisager des solutions pour 2050 ou 2100. Dans les textes qui sont négociés à l'international afin de prévenir les changements climatiques, la dimension intergénérationnelle est centrale. En ce sens, cette préoccupation est présente, selon moi, tant à l'échelle individuelle qu'institutionnelle.

K — La Conférence de Rio de Janeiro introduisait en 1992 la notion de développement durable. Un des aspects du développement durable consiste à pourvoir aux besoins de la génération présente, sans compromettre ceux des générations futures. C'est ce qu'on appelle l'équité intergénérationnelle. Selon vous, comment mettre en œuvre ce concept ?

C.G. : Quand on parle d'équité intergénérationnelle et de développement durable au sens de la définition du *Rapport Brundtland*³, je ne peux m'empêcher de critiquer cette définition. Bien qu'elle s'appuie sur trois piliers (économique, social et environnemental), on néglige souvent la dimension sociétale, dimension qui ne tient pas compte

de l'aspect culturel qui en est pourtant une composante essentielle. De plus, on ne remet pas en cause, dans cette définition, le développement au sens économique du terme alors que celui-ci, tel qu'il se déploie actuellement, contribue fortement à l'altération de notre environnement. J'ajouterai que l'équité intergénérationnelle ne passe pas seulement par une équité entre les êtres humains, mais qu'elle doit inclure toutes les espèces vivantes, c'est-à-dire toute la biosphère. Or, le concept de développement durable tel qu'il est défini nous amène à avoir une vision segmentée et réductrice de notre milieu de vie, limitée à la société, l'économie et l'environnement.

K. Que préconisez-vous ?

C.G. Tout d'abord, il faut revoir la définition du développement durable. Pour ce qui est des mesures de nature à assurer aux générations futures un environnement sain et un accès aux ressources suffisantes pour vivre, il est nécessaire de se doter d'une planification intégrée à long terme. Je ne parle pas du long terme dans le sens de la bourse ou des élections dans quatre ans, mais de 2050, de 2100 et au-delà. David Suzuki le souligne : l'être humain est un des seuls êtres vivants à être capable de conceptualiser le futur. Utilisons cette aptitude qui nous est propre ! Nous aurions surtout intérêt à mettre à contribution les savoirs traditionnels et culturels, souvent négligés, afin de mener des activités plus respectueuses de notre environnement.

K. Louis-Gilles, partagez-vous la lecture critique faite par Catherine du concept de développement durable ?

L.G.F. Contrairement à Catherine, je pense que le concept de développement durable, si on le conçoit comme l'identification des limites qu'on doit imposer au développement, est plus que jamais pertinent. Catherine le soulignait, ce concept s'oppose à une économie sans frontières et je suis d'accord avec elle sur la nécessité d'établir des limites à ce développement dans le cadre d'une planification intégrée. Pour y parvenir, il faut trois éléments. D'abord, disposer d'outils d'analyse transgénérationnelle. Cela veut dire mener des études d'impacts cumulatives. Identifier ces impacts, c'est se demander si la petite goutte que j'ajoute avec mon projet aujourd'hui peut faire basculer l'écosystème dans l'irréversibilité. Cela s'appelle franchir un seuil qualitatif dans un environnement. Prenons l'exemple du lac Érié, considéré aujourd'hui comme un milieu écologiquement en déclin. À quel moment cela s'est-il produit ? On ne le sait pas. Cette situation est pourtant le résultat de milliers de décisions individuelles et collectives. Un jour, on a franchi un point de non-retour. Ce sont ces points de rupture qu'il faut désormais appréhender. Deuxièmement, il faut avoir des analyses de cycles de vie, c'est-à-dire évaluer les impacts environnementaux d'un produit ou d'un projet de sa conception à son traitement en fin de vie. Troisièmement, il faut inclure ces outils d'analyse dans des évaluations environnementales intégrées, qui elles permettent de faire, au ni- ➔



veau d'un gouvernement ou de toute une société, une réflexion globale sur les directions à prendre. Si on intègre dans nos réflexions collectives la dimension culturelle, les savoirs autochtones et anciens, et qu'on tient compte des impacts cumulatifs, on se dote comme société de la capacité de faire des choix permettant d'exploiter dans le présent l'écosystème, tout en faisant en sorte qu'il soit fonctionnel pour la prochaine génération. Là, on fait de l'analyse transgénérationnelle.

C.G. Cela est beau au niveau théorique, mais dans la pratique, la mise en œuvre de ces mesures semble laborieuse et paralysante. C'est un autre défaut du développement durable, concept académique et difficile à traduire en actions concrètes pour des décideurs politiques.

L.G.F. Ce n'est pas plus paralysant que dans les années 1970, lorsque des milliers de personnes ont commencé à s'intéresser à l'environnement. Dans les années 1980-1990, on a vu apparaître des règlements gouvernementaux qui semblaient impensables quinze ans plus tôt. Dans les années 2000, la pensée environnementale, en plein essor, s'est tournée vers la gestion des ressources naturelles, puis la gestion des mégas écosystèmes et des grands problèmes que rencontre la planète. On est en face d'une évolution. Au début des années 1980, quand on parlait des coupes à blanc, les gens ignoraient les effets néfastes de ce mode d'exploitation sur notre patrimoine forestier. Il y a eu le film de Richard Desjardins « *L'erreur boréale* » qui a mis à jour cette réalité. Il y a eu par la suite la Commission Coulombe qui avait pour mandat de dresser l'état de la situation en ce qui concerne la gestion des forêts publiques du Québec. Aujourd'hui, dans la loi du Québec, on a une politique de gestion écosystémique qui suppose une exploitation plus responsable de nos forêts. En 1980, les écologistes n'auraient jamais osé rêver de cela. Les suggestions que j'amène pour une réelle analyse transgénérationnelle sont le pas suivant et nécessaire d'un mouvement déjà amorcé.

K – Pour conclure, pouvez-vous nommer un projet « coup de cœur » en matière de protection de l'environnement qui mobilise les communautés et qui gagnerait à être déployé à plus grande échelle ?

L.G.F. Tout d'abord, je citerai les prises en charge des écosystèmes par les communautés, qu'il s'agisse notamment des agences de l'eau par bassin versant⁴ ou encore des forêts modèles⁵. Mais mon plus beau de tous les coups de cœur, c'est le microcrédit dans les pays en développement. La Commission *Brundtland* disait que le pire des problèmes en environnement c'est la pauvreté. Quand la vie est en danger, on n'a pas le temps de pen-



Catherine Gauthier et Sophie Clerc lors de l'entrevue avec Louis-Gilles Francoeur.

ser au milieu dans lequel on vit. Le système de microcrédit est probablement celui qui donne le plus d'espoir aux gens pour commencer à s'en sortir et, par la suite, s'assurer de la préservation de son environnement.

C.G. Mon premier coup de cœur, c'est le programme « Cégep Vert du Québec », une certification environnementale spécifique au milieu collégial lancée en 2004 par *ENvironnement JEUnesse* qui encourage les étudiants et les administrations à poser des actions durables dans leur milieu. Un autre de mes coups de cœur, c'est le projet « Je m'emBALle autrement », un projet imaginé et démarré également par *ENvironnement JEUnesse*, qui invite les jeunes du secondaire à concevoir un vêtement de bal à partir de matériaux recyclés. Avec ce projet, on encourage les étudiants à exercer leur jugement critique et à faire des choix plus responsables plutôt que dépenser à tout prix. Des activités qui s'inscrivent dans notre quotidien, qui amènent à la réflexion et qui font une différence ! /

1. *ENvironnement JEUnesse* est un organisme dont la mission consiste à stimuler le développement d'une conscience environnementale et d'une pensée critique auprès des jeunes afin qu'ils exercent des actions citoyennes pour un avenir viable. Plus d'informations sur le site Internet de l'organisme : www.enjeu.qc.ca/

2. La Conférence de Doha sur les changements climatiques a eu lieu du 26 novembre au 7 décembre 2012 à Doha, la capitale du Qatar.

3. Le Rapport Brundtland, intitulé *Notre avenir à tous* (Our Common Future), a été rédigé en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies, présidée par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland. Utilisé comme base de discussion au Sommet de la Terre de 1992, le rapport a popularisé l'expression de « développement durable » et proposé la définition communément admise du concept.

4. Les organismes de bassins versants (OBV) du Québec visent à faciliter la mobilisation, la concertation et le passage à l'action des citoyens et des acteurs de l'eau afin de protéger et de valoriser le réseau hydrographique de leur territoire. Plus d'informations sur le site du Regroupement des organismes de bassins versants du Québec : <http://www.robvq.qc.ca/>

5. Une Forêt Modèle est un vaste paysage forestier composé d'écosystèmes variés, dont la gestion globale des ressources couvre différentes facettes : les usages, les valeurs, les propriétaires et les façons d'administrer. Pour aller plus loin, consulter le site du Réseau canadien de Forêts Modèles : <http://www.modelforest.net/fr>

On est cinq générations, faut s'parler

par **Véronique Chagnon**, collaboratrice

Il faudra encore besoin pour faire tomber les préjugés qui s'érigent entre les générations. Et si certains dénoncent l'intergénérationnel « cosmétique », tous reconnaissent que la rencontre est le ciment d'un nouveau contrat social multi-âge. Parce qu'au fond, ces générations que l'on a séparées souhaitent toutes plus ou moins la même chose pour le Québec de demain. À condition de ne pas entretenir les cloisons.

Les résidants du centre hospitalier de soins longue durée (CHSLD) Providence Notre-Dame de Lourdes, dans Hochelaga-

Maisonneuve, en ont vu passer des bouts de laines multicolores. Jusqu'à ce printemps, ils assistaient l'artiste Karine Fournier dans sa... « résidence » d'artiste. Des mois à filer des habits de tricot-graffiti pour lampadaires, arbres et autres mobiliers urbains.

« Au début, je dirais que les résidants — surtout des résidentes, en fait — trouvaient surtout cela ludique. Jusqu'à ce qu'elles sortent dans la rue avec Karine et qu'elles aillent installer leurs créations clandestines. Là, elles ont vu le regard des gens surpris de voir des "mamies" installer illégalement les →



PHOTO: NATHALIE LAGÜE

Tricot-graffiti et leur 1^{ère} installation à l'automne 2012 avec Mme Bédard du CHSLD Providence Notre-Dame de Lourdes.

tricots-graffitis qui leur disaient: ben voyons, qu'est-ce que vous faites là? », raconte Nathalie Lagüe, récréologue du CHSLD, un sourire dans la voix. « Elles ont pris conscience qu'elles posaient un geste revendicateur et qu'elles pouvaient encore participer à la collectivité. »



Oeuvre du collectif Tricot-graffitti devant le CHSLD Providence Notre-Dame de Lourdes.

Sans porter l'étiquette « intergénérationnelle », l'expérience novatrice du CHSLD a rétabli le contact entre les aînés en perte d'autonomie et le monde hors du centre, par le biais d'une jeune diplômée en arts visuels de l'UQAM et de ses revendications pour l'appropriation de l'espace public.

La « résidence » de Karine Fournier, qui a duré jusqu'au printemps 2013, était le troisième projet du genre, et la récréologue ne compte pas s'arrêter là. Car le contact permet l'échange. « Je voulais sortir de la logique de l'art-thérapie, et de toujours organiser les choses en fonction de la "thérapie", justement; il s'agit plutôt de donner simplement la chance aux résidents de participer, d'accéder à la culture. Et les artistes demandent juste à être appuyés dans leurs démarches et d'avoir des lieux de création et d'inspiration », précise Nathalie Lagüe.

Partout, l'occasion est belle de consacrer l'intergénérationnel comme la voie de l'avenir. Vieillesse de la population oblige, le Québec doit penser à la cohabitation de ses âges que l'on s'empresse pourtant de catégoriser et de classer dans l'ordre

alphabétique. *Boomers*, générations X et Y, etc.: autant d'étiquettes qui chatouillent les chercheurs qui martèlent de leur côté que le compartimentage ne sert pas le dialogue. Et plus on vivra vieux, plus la question se posera. Jusqu'à cinq générations se côtoieront dorénavant et devront créer ensemble la société dans laquelle elles souhaitent vivre. Le célèbre slogan de Labatt a vieilli lui aussi: « On est cinq générations, faut s'parler ».

Les défauts que je n'ai pas

Mais les préjugés ont la peau dure. « L'âgisme est encore la forme de discrimination qui est la plus acceptée », confirme Emmanuelle Singh, chargée de projet à l'Association québécoise de gérontologie, en charge de la campagne *L'âgisme, parlons-en*. Et comme pour toutes les formes de discrimination, celle de l'âge prend racine dans des idées reçues qui s'accrochent d'autant plus qu'elles sont souvent inconscientes. « On a développé un petit jeu-questionnaire en ligne pour que les gens puissent mesurer et constater leurs réflexes discriminatoires. Le racisme, le sexisme, les gens peuvent en général les identifier, mais l'âgisme, ça reste très méconnu », explique madame Singh.

En plus des campagnes dans les entreprises, les médias et les milieux fréquentés par les aînés, l'Association a demandé aux étudiants du collège André-Grasset de créer une exposition itinérante. Sept affiches, accompagnées de sept capsules audio, sont ainsi nées et voyagent à travers le Québec pour donner aux communautés un prétexte d'aborder la question de l'âgisme. « Là où l'exposition s'arrête, on crée des partenariats avec des organismes pour qu'il y ait un événement autour. Par exemple, la bibliothèque de Montréal-Nord qui l'accueillera sous peu va donner des ateliers sur le thème. » Le site web *agisme.info* veut aussi devenir une sorte de « guichet unique » pour de l'information sur la discrimination fondée sur l'âge.

Pour un dialogue sans entraves

C'est que la discrimination, même inconsciente, empêche de bâtir des liens et entrave la fluidité du dialogue. L'Institut du Nouveau Monde (INM) a choisi de crever l'abcès et a abordé de front les préjugés à la toute première étape de son grand Rendez-vous des générations, scellé en 2011 par une Déclaration commune, rédigée par 4000 participants de partout au Québec. « L'activité brise-glace des rencontres qu'étaient les Cafés des âges consistait à nommer les préjugés que les jeunes entretiennent sur les vieux, et vice-versa, » explique Miriam Fahmy, directrice de la recherche et des publications de l'INM. « Et forcément, quand tu associes un défaut à quelqu'un que tu penses différent de toi, c'est que tu penses que tu n'as pas ce défaut. Or, on a plutôt constaté à quel point ce qu'on reprochait aux vieux ressemblait à ce qu'on reprochait aux jeunes. »

Entre autres idées reçues relevées par les participants et consignées dans le rapport de l'INM: « Les jeunes pensent tout savoir; les vieux ont tout vu », et « Les jeunes sont individua-

listes; les vieux ne pensent qu'à leurs bobos ».

« On s'est arrêté devant tellement de stéréotypes ! Mais dans nos recherches, ce qu'on trouve, c'est qu'il y a autant de différences entre les membres d'une même génération qu'entre les générations elles-mêmes », renchérit Tania Saba, professeure titulaire à l'École des relations industrielles de l'Université de Montréal. La chercheuse plaide pour que l'on cesse d'essayer d'attribuer des valeurs différentes aux groupes d'âge et qu'on prenne plutôt l'individu pour ce qu'il est. « Pourquoi doit-on systématiquement avoir une aile jeunesse dans un parti politique ? Pourquoi il faut séparer les générations quand on réfléchit à ce qu'on veut comme société ? » s'interroge Miriam Fahmy.

Des rencontres intergénérationnelles qui s'ignorent

Pour André Thibault, directeur de l'Observatoire québécois du loisir de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), c'est justement dans l'informel que se trouve la vraie rencontre. « Il y a beaucoup de projets intergénérationnels qui sont cosmétiques, où on est davantage dans le symbole. On installe par exemple des exercices dans un parc et on appelle ça un parc intergénérationnel. Mais au fond, ce qu'il faut, c'est regarder ce que les gens font déjà, et s'organiser pour les soutenir. »

Point de rencontre de prédilection : les heures de loisir. « On n'entre pas dans le jeu de la même façon qu'on entre au travail, par exemple; dans les situations de temps libre, le rôle, la hiérarchie, et donc l'âge, ne comptent plus. » Or, André Thibault constate qu'il s'en faudrait parfois de peu pour favoriser le jeu entre les générations. « Je suis en train de terminer une étude pour une municipalité où il n'y a même pas de temps de glace libre où tout le monde peut patiner ensemble à l'aréna... »

La communauté immédiate d'abord

Et si ces rencontres intergénérationnelles qui s'ignorent commençaient sur le pas de la porte ? C'est en tout cas ce que tente de faire naître l'initiative Voisins solidaires (voisinsolidaires.ca) du Réseau québécois des villes et villages en santé (RQVVS). Six municipalités aussi diverses que Verdun, Granby et Saint-Léonard-de-Portneuf mettent doucement sur pied des façons de faire du voisinage un « espace d'entraide et d'inclusion », décrit joliment Nadine Maltais, coordonnatrice de projet au RQVVS.

L'initiative souhaite la rencontre sans parler d'âge. « Il s'agit de voir ce qu'on peut faire l'un pour l'autre, dans la mesure de



Affiche présentée dans le cadre de l'exposition itinérante Avoir sa place n'a pas d'âge. Auteurs : Sophie Desjardins, Ariane Fontaine, Marjolaine Laveault et Laurence Lussier, étudiants au Collège André-Grasset de Montréal.

nos capacités et de nos envies. Et bien sûr, dans le voisinage

L'expérience novatrice du CHSLD a rétabli le contact entre les aînés en perte d'autonomie et le monde hors du centre, par le biais d'une jeune diplômée en arts visuels de l'UQAM et de ses revendications pour l'appropriation de l'espace public.

il peut y avoir une personne âgée qui a besoin d'un coup de pouce à certains moments. Mais cette personne-là peut aussi, dans d'autres circonstances, se rendre utile à quelqu'un, par exemple en nourrissant les chats du voisin pendant un voyage. » Et même si le projet en est à sa première année d'existence, il intéresse déjà des chercheurs de l'Université de Sherbrooke, qui souhaiteraient expérimenter Voisins solidaires « avec une attention particulière portée aux personnes âgées ».

Parce qu'au bout du compte, ces relations informelles font office de premier contact amical entre des générations qui n'ont ailleurs pas le choix de se côtoyer

dans des milieux un peu moins bon enfant, comme le travail.

Car, si les générations ne sont pas séparées par de grands fossés de valeurs, reste que le contexte qui les voit évoluer a parfois tout pour les diviser. Miriam Fahmy résume : « Il n'y a, au fond, pas de grande différence dans la vision d'avenir des différentes générations. Je crois que ce qui crée le climat ambiant, c'est la peur. Les gens sont inquiets : ils savent qu'on n'aura pas les moyens de tout se payer, et se demandent, comme on est obligé de faire des choix, si ce sera des choix qui les favoriseront eux, ou les autres. » /

(Re)penser nos espaces de rencontre

Pour que se rencontrent les générations, il suffit parfois de les mettre sur le chemin l'une de l'autre. Pour ce faire, il faut se pencher sur la façon dont on organise nos villes... et nos vies.

par **Véronique Chagnon**, collaboratrice

Dans la coopérative d'habitation *La Brunante* vont et viennent les habitants de Racine. Ceux qui investissent la coop sont d'abord les résidents, les sages du village, tous âgés de 75 ans et plus. Oui, mais pas seulement. « Il y a plus d'une dizaine de réunions d'organismes locaux par semaine dans la salle communautaire. Ce qui fait que les résidents de La Brunante sont mêlés à la vie du village. Ils sont au courant de tout ! », s'exclame Gaston Michaud, président fondateur de la première coopérative de solidarité en habitation pour aînés de tout le Québec.

Partant du principe qu'« on ne déracine pas un vieil arbre », les citoyens du village de 1200 âmes ont créé sur mesure une nouvelle forme de résidence pour personnes âgées, et l'ont délibérément plantée au cœur de l'action pour maintenir leur enracinement dans la communauté.



C'est entre autres dans cette cafétéria lumineuse que se croisent les résidents du 1460 et les familles de la coop Rousselot, le temps d'un repas ou d'une partie de cartes.

À la source du mot « génération », il y a un verbe, « engendrer ». Et si une génération en engendre une autre, il n'est pas toujours naturel que les liens résistent aux différences. C'est ainsi que les activités qui portent l'étiquette « intergénérationnelle » se multiplient. Ateliers de bricolage, aide aux devoirs, etc. ; autant d'efforts pour rapprocher des couches de la population séparées par les années, mais pas seulement. « Il y a des rencontres qui ne se passent pas naturellement, et si elles ne se passent pas, c'est souvent une question d'aménagement », croit l'architecte Ron Rayside, convaincu de l'importance de l'urbanisme et du design dans les liens intergénérationnels. « Parfois, il s'agit seulement de créer l'occasion d'une rencontre », ajoute Anne-Marie Séguin, chercheuse à l'Institut national de recherche scientifique (INRS).

« Historiquement, on voyait beaucoup plus la présence simultanée de plusieurs générations dans une même maison », rappelle Diane-Gabrielle Tremblay, professeure à la TÉLUQ et chercheuse en organisation sociotemporelle. « Aujourd'hui il faut recréer, dans les villes ou à travers des activités sociales, des temps et des espaces où les générations vont pouvoir se rencontrer. »

À la maison d'abord

Des initiatives novatrices qui vont loin pour favoriser la rencontre commencent à naître dans un Québec de plus en plus conscient que ses générations devront trouver des espaces pour se parler.

À commencer par la maison. « On passe tellement de temps à l'endroit où on habite, alors il faut développer des habitations qui permettent la mixité entre les aînés, les familles, les plus jeunes... Qu'ils aient la possibilité de se rencontrer », sans en avoir l'obligation, souligne Édith Cyr, directrice générale de Bâtir son quartier, un organisme habitué de jongler avec la mixité dans ses projets d'habitation coopérative et communautaire.

Et pour ce faire, il ne suffit pas – bien que ce soit élémentaire – d'installer diverses tranches d'âge dans un même

pâté de maisons. L'îlot qui comprend *Habitat 1460* et la *Coopérative Rousselot*, à Montréal, a été notamment conçu pour laisser assez d'air libre aux personnes âgées et aux familles qui s'y côtoient, question qu'ils aient encore envie de se parler. « On a une grande cour centrale, et, sans besoin de clôture, on l'a aménagée de sorte que les aînés puissent investir leur partie de l'espace, plus tranquille. Une cour peut rapidement être monopolisée par les familles et les ballons qui volent, et ça aurait pour effet de confiner les aînés à leur balcon », explique Jean-Pascal Beaudoin, coordonnateur de l'équipe de chargés de projets.

Inutile de faire l'autruche : les différences générationnelles existent bel et bien, et faire cohabiter tout le monde demande du tact. « Si on ne gère pas ces relations-là pour s'assurer que le "social" suit le "bâti", les générations peuvent en venir à s'affronter autour de son utilisation », rappelle Anne Veil, professionnelle de recherche au Centre de recherche sur le vieillissement de l'Université de Sherbrooke.

Dans les logements pour familles et aînés installés autour du Centre communautaire *Le Mainbourg*, tout à l'est de Montréal, c'est un sentier bétonné qui doit faire l'objet d'une adaptation. « Les jeunes utilisaient beaucoup le passage qui relie le Centre aux coopératives d'habitation où logent des familles pour faire du skateboard, ce qui suscitait des craintes chez les aînés, qui l'empruntent aussi puisque la résidence pour personnes âgées est adjacente au Centre. Alors on a travaillé en partenariat avec l'organisme *Tandem* pour qu'ils sensibilisent les jeunes à la réalité sécuritaire des aînés, et vice-versa », explique François Claveau, directeur général de la Corporation Mainbourg.

Retirer les obstacles

La façon d'utiliser l'espace change avec l'âge. Et, pour donner une chance à la rencontre de naître, on doit penser nos espaces collectifs pour dresser le moins d'obstacles possible sur le chemin de celui qui le trouve le plus laborieux. « Il est clair qu'en vieillissant, les questions d'aménagement prennent de plus en plus d'importance », confirme Anne-Marie Séguin. « Parce que certains aînés ont des problèmes de motricité ou, plus globalement, de mobilité, ou encore des problèmes cognitifs. »

Certains d'entre eux vont, par exemple, choisir de rester à la maison si un trajet de bus est trop compliqué, ou s'ils doivent marcher de grandes distances sans pouvoir se repo-

ser quelques minutes. Un banc installé sur un trottoir large où attendent papa et poussette peut s'avérer aussi efficace qu'une activité étiquetée intergénérationnelle.

De forteresse à pivot

Si ajouter des bancs le long d'une artère peut parfois suffire, il y a certains espaces qu'il faudrait repenser au complet. C'est du moins ce que croit Danielle Landry, organisatrice communautaire au centre de ressources sur l'innovation en éducation *Troisième avenue*, à propos de l'école. Au début de 2013, *Troisième avenue* a réuni parents et enfants à l'*Écomusée du fier monde* de Montréal pour les inviter à repenser l'école afin que ces édifices aux allures de forteresses deviennent des pivots pour les communautés sensées les faire vivre.

« L'architecture et l'espace de l'école peuvent être le véhicule d'un nouveau rapport des parents avec les jeunes... et avec l'école », résume Danielle Landry.

Ensemble, les deux générations ont donc renouvelé les critères de l'école idéale dans un projet qui porte maintenant le nom de *Désir d'école*. « Les parents nous ont demandé un espace où ils pourraient être en relation entre eux, et où l'école pourrait aussi être en relation avec les groupes communautaires du quartier. Dans notre maquette, ça a donné une grande pièce vitrée, avec une porte indé-

pendante qui donne sur la rue, et qui pourrait être utilisée par divers groupes du quartier. Pour moi, c'est le changement le plus symbolique dans une école où traditionnellement toutes les allées et venues doivent passer par le secrétariat. »

Aménager bien plus que l'espace

Entre l'école, le travail, et la retraite, il n'est pas dit que l'aménagement de l'espace permettra à lui seul de provoquer des rencontres. Parce qu'aux barrières physiques que constituent les murs s'ajoutent celles du temps, cette frontière invisible qui fait que les diverses tranches d'âge ne vivent pas sur le même horaire.

« Les villes qui s'intéressent au vieillissement actif et aux rencontres entre les générations doivent non seulement créer des espaces publics accueillants, mais elles doivent aussi tenir compte des temps. Par exemple, en planifiant les activités à la bibliothèque municipale. Si les activités qui s'adressent aux personnes âgées se tiennent le matin en semaine, et que tous les autres la fréquentent le soir, on rate la cible », explique Diane-Gabrielle Tremblay. →



Les aînés en légère perte d'autonomie d'Habitat 1460 ont leurs propres quartiers. Ils partagent cependant les aires communes avec les ménages de la coopérative Rousselot, bâtie sur le même îlot. La partie illuminée en annexe loge notamment le réfectoire.

De même, devancer le repas du soir d'une heure peut faire en sorte de faire rentrer les aînés à l'heure où tout le monde sort du bureau, éliminant ainsi toute chance d'une rencontre fortuite sur un banc public.

Les aînés qui choisiront un espace dans la *Maison Providence* – un autre projet de Bâtir son quartier qui prend forme sur les planches à dessin – pourront profiter d'une cafétéria. Avec la présence de locaux commerciaux à l'étage inférieur, ce projet va favoriser la rencontre des travailleurs et des résidents au sein de la grande cafétéria à un moment que tous partagent dans la journée : l'heure du lunch.

« Allez dans n'importe quelle résidence pour personnes âgées, les diners sont vers 11 h, et les soupers vers 16 h 30 ! Le tout pour des questions d'aménagement des horaires de la cuisine », s'exclame Gaston Michaud, pour qui il n'était pas question de désynchroniser l'horaire des résidents de *la Brunante* pour des questions de logistique. « On leur a demandé à quelle heure ils souhaitaient manger, et on a aménagé le reste autour ! »

Parce que, en fin de compte, c'est tout ça l'aménagement : voir comment on vit déjà, réfléchir à ce que serait le meilleur des mondes, et penser nos milieux de vie pour qu'ils nous y guident. /

Vélo Duo, vélos multifacettes

Pourquoi ne pas associer mobilité, activité intergénérationnelle et retour aux études ? Depuis 2007, c'est ce que fait *Vélo Duo* en promenant les aînés d'une vingtaine de villes du Québec dans ses vélos taxis adaptés. Vélos taxis, mais pas tout à fait, parce que le but de *Vélo Duo* – dont les vélos sont conduits par de jeunes décrocheurs que l'on veut motiver à retourner à l'école – est plutôt d'amener les résidents des centres d'hébergement faire un tour bucolique à travers leur ville. « À 7 km/h, le jeune et les aînés ont le temps de se parler, de se connaître. Les jeunes sont formés pour faire un petit circuit historique, ou encore ils peuvent aller regarder le coucher de soleil, manger un cornet de crème glacée. Mais ça n'est pas dit qu'entretemps on n'arrête pas à la pharmacie pour récupérer leurs médicaments, même si on n'est pas là pour concurrencer les taxis », assure Denis Desjardins, président fondateur de *Vélo Duo*. Et *Kaléidoscope* s'est laissé dire que les listes de réservations étaient bien garnies dans les résidences associées à l'entreprise, financée en majorité par des commanditaires locaux. « On en a pour 40 heures par semaine dans chaque ville, du mercredi au dimanche ! »

« Engagez-vous ! » qu'ils disaient

Pleins feux sur la participation sociale, ses défis, et la créativité des organisations qui l'animent à l'heure de la cohabitation intergénérationnelle.

par **Sophie Clerc**, équipe de rédaction

Un ciel bleu éclatant domine le pavillon Burnside située au cœur de l'Université McGill. Au pied de celui-ci, Augustine, joliment chapeauté, s'accroche au bras de Taissa, lumineuse. Elles déambulent joyeusement au cœur des jardins urbains encerclant le pavillon. L'une a 90 ans passés, l'autre achève sa douce vingtaine. Comme plus de 60 personnes, elles participent au brunch intergénérationnel organisé par l'organisme montréalais *Santropol Roulant*.

Avec ce brunch estival, l'organisme fait d'une pierre trois coups. Il permet aux bénévoles, âgés en moyenne entre 25 et 30 ans, et aux bénéficiaires de la popote roulante, âgés de 30 à 100 ans et plus, de se rencontrer. Il offre aux personnes en perte d'autonomie, souvent seules, l'occasion de briser l'isolement. Enfin, en les invitant à visiter les jardins urbains développés en partenariat avec l'Université McGill, il sensibilise tout ce beau monde à l'agriculture urbaine et à l'importance d'une alimentation saine, locale et diversifiée. Parce que Santropol Roulant, c'est tout ça et plus encore.

« L'organisme vient de fêter ses 18 ans en juin », annonce fièrement Kateri Décary, directrice de la popote roulante. « L'OBNL a été fondé par deux gars, âgés de 23 et 25 ans, qui faisaient du bénévolat pour une popote. Ils avaient constaté qu'une popote c'est souvent géré par des aînés, pour des aînés et, qu'au final, les générations ont peu l'habitude de se côtoyer ».

Chemin faisant, ils ont mis sur pied la popote du *Santropol Roulant*, une popote intergénérationnelle. « Et c'est ce qui lui donne un caractère unique », explique Kateri. Car au-delà des 100 repas par jour, offerts cinq jours par semaine par

plus de 1000 bénévoles par année, il y a tout un lien intergénérationnel qui se crée grâce au service de la popote. Des générations s'y côtoient, se découvrent et refont le monde.

Si la magie opère, selon les dires de Kateri, ce n'est pas par hasard: « Les bénévoles peuvent venir une fois par année ou trois fois par semaine. Grâce à cette flexibilité, on est allé chercher des étudiants de l'université et du cégep ». Aussi, les bénéficiaires des services de la popote sont avant tout membres de l'organisme et peuvent en tout temps s'y impliquer et apporter leur grain de sel. Ajoutez à cela des repas sains et colorés... et le tour est joué.

Autres temps, autres mœurs, nouvelles formes d'engagement

Bien que l'organisme *Santropol Roulant* illustre avec brio la richesse de se faire côtoyer les générations autour d'une cause commune, intégrer différentes générations dans un projet de transformation sociale représente souvent un réel défi.

« Car à chaque âge, sa cause, en quelque sorte », de lancer Stéphanie Gaudet, professeur au département de sociologie et d'anthropologie de l'Université d'Ottawa et qui se passionne pour les expériences de participation sociale tout au long de la vie. « Les gens s'engagent pour des causes qui les touchent dans leur quotidien », rappelle-t-elle. « Par exemple, les personnes âgées de 55 ans et plus, notamment les femmes, représentent la "génération-

sandwich" amenée à s'occuper à la fois des petits enfants, mais aussi des parents plus âgés, en perte d'autonomie. →

**Au-delà des 100 repas
par jour, offerts cinq
jours par semaine par
plus de 1000 bénévoles
par année, il y a tout un
lien intergénérationnel
qui se crée grâce au
service de la popote.**



Brunch intergénérationnel organisé par l'organisme montréalais Santropol Roulant.

Le temps consacré aux autres est important bien qu'essentiellement cantonné à la sphère familiale. Les nouveaux parents, eux, vont plutôt s'investir dans les loisirs des enfants ou à l'école ».

Si les lieux d'engagement évoluent au cours de la vie, une constante se vérifie, toutes générations confondues : « Le temps de l'engagement à long terme est dépassé », constate Josée Payant, présidente du Réseau de l'action bénévole du Québec (RABQ). « Baby-boomers, jeunes adultes ou adolescents, tous aspirent à un maximum de flexibilité quand il est question de s'impliquer, que ce soit en raison des études, des loisirs ou pour d'autres engagements sociaux ».

Comment alors dans ce portrait bigarré qu'est l'engagement social version 2013, les citoyens de tous âges peuvent-ils se rencontrer autour de causes communes ?

Pour des espaces de sociabilité intergénérationnels

« Il y a 30 ans, les gens se rencontraient dans les églises, qui étaient certes un lieu de culte, mais aussi un lieu d'organisation sociale fort. En rejetant la pratique religieuse, on a perdu l'accès à cet espace de sociabilité », rappelle Stéphanie Gaudet. Selon elle, « Plus les générations seront en lien dans des espaces communautaires et sociaux, plus elles seront appelées à s'engager ensemble autour d'enjeux communs ». Les temps changent et, fort heureusement, on voit apparaître ici et là de nouveaux lieux de sociabilité.

La Maison des grands-parents de Trois-Rivières est un de ces espaces de sociabilité qui a vu le jour au début des an-

nées 2000. « C'est un lieu d'appartenance pour les aînés, les jeunes et leur famille qui a émergé des besoins du milieu », avance France Pronovost, directrice de la Maison. « C'est un groupe de grands-parents et de personnes-ressources du Centre local de service communautaire (CLSC), de la pastorale des aînés et du centre d'action bénévole qui a amorcé une réflexion sur le rôle social et familial des aînés », poursuit madame Pronovost.

Le dialogue intergénérationnel est au cœur des activités proposées par l'organisme. Que ce soit avec des jumelages aînés-enfants pour l'aide au devoir, des cafés-causeries sur différents thèmes ou encore des activités de plein air organisées durant les journées pédagogiques, ce ne sont pas deux, mais parfois trois ou quatre générations qui se côtoient et s'entraident !

« Chaque génération apprend et transmet à l'autre. Les préjugés tombent. L'intergénérationnel est une formule gagnante avec un impact direct sur la collectivité que ce soit en brisant l'isolement des aînés, en favorisant leur autonomisation et, du côté des jeunes, en leur transmettant des valeurs d'entraide et en établissant un lien de confiance avec un aîné. »

À quand un projet de société commun ?

Si la rencontre intergénérationnelle dans des espaces communautaires propices à l'échange constitue la prémisse essentielle à l'identification d'enjeux communs, il s'agit quand même seulement du premier pas.

Évoquer un projet de société commun fait résonner à nos oreilles le chant des casseroles du printemps 2012, et les milliers de citoyens, toutes générations confondues, qui sont descendus dans la rue. « Avec le printemps érable, les jeunes, avance Stéphanie Gaudet, ont démontré qu'il y a une force collective qu'on avait oubliée. Ils l'ont remise de l'avant tout en montrant aux autres générations qu'il était possible de s'organiser ensemble autour d'une cause commune ». Le réveil de cette force collective a-t-elle pour autant permis aux différentes générations d'échanger sur une vision commune de la société de demain et sur un partage équitable de nos ressources? Rien n'est moins sûr.

Au Réseau FADOQ (anciennement Fédération de l'Âge d'or du Québec), cela fait pourtant plusieurs années que le débat sur un projet de société équitable pour toutes les générations est amorcé. « Le mandat du réseau, c'est l'amélioration de la qualité de vie des personnes de 50 ans et plus » nous explique Daenis Prudhomme, directeur général. « En 40 années d'existence, le Réseau a toujours été soucieux de soutenir le dialogue intergénérationnel, de garder un contact continu avec les organisations où il y a des jeunes et surtout de faire émerger des causes collectives ».

De cet échange continu, est né à l'automne 2011 le « manifeste pour la solidarité intergénérationnelle¹ » signé conjointement par le Réseau FADOQ, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Une collaboration inusitée pour jeter les bases de revendications communes afin de faire du Québec une société plus juste et plus équitable.

Ce manifeste aborde tour à tour les enjeux d'accessibilité à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à des conditions de vie décentes et à un milieu de vie sain et durable; il propose aussi des pistes de solution. « Au lieu de se concentrer sur nos différences, on s'est demandé ce qui nous rassemblait et

surtout, comment chaque groupe pouvait aider l'autre pour améliorer la société québécoise. Alors que nous sommes confrontés à des choix de société importants, il nous a semblé opportun de présenter l'état de nos réflexions. C'est ainsi qu'est né ce manifeste », précise Cécile Plourde, présidente par intérim du Réseau FADOQ.

Première pierre d'un contrat social à repenser pour des communautés plus inclusives et équitables, cette démarche prouve que la collaboration intergénérationnelle dans une visée de transformation sociale est porteuse de belles promesses; plus que ça, elle s'avèrera sans doute essentielle à un débat collectif de qualité. Jeunes et vieux semblent être en fin de compte les meilleurs alliés pour une société plus solidaire... /

Le dialogue intergénérationnel au cœur du développement régional

Organisme de concertation jeunesse régionale créé pour et par les jeunes en 2000, le *Forum jeunesse de la région de la Capitale-Nationale* a fait du dialogue intergénérationnel une dimension incontournable de ses actions auprès des jeunes. « Le développement régional est un processus qui traverse les âges, c'est pour cela que le volet intergénérationnel a été ajouté à notre plan d'action » avance Vincent Deslauriers, agent de participation citoyenne et de communication. « On a tendance à mettre en opposition les générations. Au Forum, on veut mailler ces générations, convaincu que tout le monde peut y gagner. » Les actions déployées sont multiples: établir des liens avec les organismes représentant les aînés, participer à la journée annuelle des grands-parents organisée par la table des aînés, etc. Plus récemment, le Forum a réuni 25 jeunes avec 5 journalistes de la presse écrite. L'objectif était d'assurer un transfert de connaissances tant du côté des jeunes, en les initiant à l'écriture journalistique, que du côté des bénévoles d'expérience, sensibilisés par les jeunes aux nouveaux médias. Plus que jamais, le Forum cherche à rapprocher les générations qui font le développement. C'est dans le même ordre d'idée que l'organisme développe un projet avec les Premières Nations. « On a un apprentissage à faire sur la perception des aînés et l'importance de la transmission qui existe chez les Premières Nations. » À suivre donc.



Journée pédagogique du 7 décembre 2012 à la Maison des grands-parents de Trois-Rivières.

« Travailleurs expérimentés et jeunes diplômés recherchés ! »

Alors qu'une cinquième génération, dite « C », arrive sur le marché de l'emploi, les relations intergénérationnelles devront être prises en compte dans la gestion des ressources humaines. Regard sur les défis et les stratégies déployées dans le secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire.

par **Marie-Michèle Dumas** et **Odette Trépanier***



Au cours des quatre dernières décennies, le marché du travail québécois a subi de profondes transformations. La participation accrue des femmes au marché du travail, la délocalisation croissante des industries, une économie de plus en plus basée sur le savoir et les services constituent autant d'électrochocs auxquels les employés et les gestionnaires ont dû s'adapter. Avec le vieillissement de notre population, les pénuries de main-d'œuvre et les défis d'attraction et de rétention de la relève font l'objet de discussions dans tous les secteurs de l'économie québécoise. Mais qu'en est-il de la nécessaire gestion des âges que cette mutation démographique imposera ?

Le travail, lieu de rencontre des générations

S'il est un espace dans notre société où les générations doivent cohabiter, c'est bien celui du travail. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui avec la structure des âges des milieux de travail qui se transforme radicalement. En effet, le nombre de personnes en emploi âgées de 55 ans et plus a presque doublé dans la dernière décennie. Ce changement rapide, qui implique aussi nombre de départs, se reflète à l'opposé par l'arrivée massive de jeunes. Ainsi, en 2009, nous atteignons sur le marché de l'emploi la parité entre les 55-64 ans et les 20-29 ans, ces derniers devenant petit à petit plus nombreux. C'est donc dire que les premières générations, soit les « Vétérans » (avant 1946) et les « Boomers » (1946-1964), perdent graduellement leur supériorité numérique et symbolique au profit des générations suivantes : les « X » (1960 à 1981), les « Y » (1981 à 1996) et, grande nouveauté, les « C » (nés depuis 1996).

Des préjugés générationnels tenaces

Cette cohabitation pose un certain nombre de défis aussi bien pour les travailleurs que pour les gestionnaires. D'abord et surtout, c'est beaucoup d'individus, aux ambitions professionnelles et aux cycles de vies bien différents, qui doivent s'arrimer : certains aspirent à des conditions plus flexibles alliant études, loisirs, famille et travail ; d'autres misent sur un retrait, progressif ou non, de la vie active.

Selon Tania Saba, professeure à l'école de relations industrielles de l'Université de Montréal, « le principal défi auquel les organisations sont confrontées quand il est question d'enjeux intergénérationnels, ce sont avant tout les nombreux préjugés qui circulent à l'endroit d'une génération ou d'une autre ». Trop souvent, on accolera aux travailleurs plus âgés d'une organisation le préjugé suivant : « Les préretraités ne sont plus motivés et sont technophobes ! Pourquoi devrais-je offrir une formation à un employé de plus de 50 ans ? » Les plus jeunes subissent aussi les propos âgistes : « Les jeunes de la génération Y refusent l'autorité et les conseils ». Ou encore : « Ils ne sont pas fidèles à l'entreprise et sont instables ! » Au Québec, un gestionnaire sur trois refuserait même de prendre en considération des candidats plus âgés. Que ce soit par des paroles, des gestes, des comportements et des attitudes, pour la plupart très insidieux, les exemples d'âgisme au travail ne manquent pas, et leurs conséquences sur les environnements de travail s'avèrent importantes.

L'économie sociale et l'action communautaire dans tout ça ?

Le secteur d'emploi de l'économie sociale et de l'action communautaire n'échappe pas aux impératifs d'attraction et de rétention de sa main-d'œuvre. Selon une enquête réalisée par le CSMO-ÉSAC en 2012, plus de la moitié (58 %) des directeurs généraux et des coordonnateurs du secteur se disent préoccupés par la question de la relève.

Or, en 2012, seulement 17 % des organisations du secteur s'étaient dotées de stratégies globales – stratégies liées à l'embauche, à la formation continue, à l'amélioration des conditions de travail, à la mise en place de structures de mentorat et de départs progressifs, etc. – visant à faire face à la réalité démographique, alors que 30 % d'entre elles prévoyaient s'en doter.

Il reste donc beaucoup à faire non seulement pour prévenir les pertes d'expertise accompagnant souvent les départs



à la retraite des travailleurs expérimentés, mais aussi pour attirer puis retenir les jeunes dans les organisations du secteur. Le défi est de taille, mais certaines caractéristiques de ce secteur d'emploi pourraient bien lui conférer des avantages permettant de développer des pratiques innovantes.

Un secteur d'emploi propice à l'émergence de pratiques intergénérationnelles innovantes ?

La cohabitation intergénérationnelle semble souvent plus facile dans les petites organisations où il est reconnu que les membres de l'équipe de travail sont plus proches de l'action, où le sentiment de faire

avancer les choses ensemble s'est développé, où l'on est souvent plus axé sur le résultat, où le mode essai/erreur est plus naturel et où la polyvalence et l'autonomie sont de rigueur. Très caractéristique des entreprises d'économie sociale et des organismes communautaires, ce contexte de travail semble être porteur d'innovations pour ces organisations.

Par exemple, à *Bâtir son quartier*, une entreprise d'économie sociale œuvrant dans le secteur du logement, la rétention de la main d'œuvre est un enjeu central. « Le recrutement →

**En 2009, nous
atteignons sur le
marché de l'emploi la
parité entre les 55-64
ans et les 20-29 ans, ces
derniers devenant petit à
petit plus nombreux.**

des dernières années a mené à la composition d'une équipe extrêmement diversifiée: multidisciplinaire, multigénérationnelle, multiculturelle, avec une parité hommes/femmes. Toutefois, nous avons constaté que le seuil de deux ans d'emploi est critique», explique Josée Gaudreault, agente de développement organisationnel.

Face à ce constat, l'organisation s'est relevée les manches et a développé, en collaboration avec l'équipe, des stratégies concrètes misant sur l'esprit d'équipe, la collaboration et le partage de l'expertise. « On a transformé l'organisation du travail, afin de permettre aux nouveaux employés d'entrer plus facilement en contact avec leurs collègues qui détiennent les connaissances et l'expérience », avance madame Gaudreault. « On a créé un fonctionnement par équipes de projets où on met en contact des travailleurs seniors et des travailleurs juniors afin d'identifier des obstacles au développement de chaque projet et des solutions novatrices. Les nouveaux employés rencontrent aussi des membres expérimentés de l'équipe pouvant leur parler de l'histoire de l'organisation et sa place au sein du mouvement de l'économie sociale ».

Les effets d'une telle stratégie? « Pour les employés de *Bâtir*, cela signifie plus d'autonomie, des projets stimulants, de la formation informelle par les pairs et surtout un sentiment d'appartenance à l'organisation », explique Josée Gaudreault.

« Miser sur des pratiques qui favorisent l'engagement des employés et qui les amènent à développer et parfaire des compétences, indépendamment de l'âge, est sans aucun doute le secret du succès », suggère Tania Saba. Pour accompagner les organisations dans l'émergence de telles pratiques, des actions de sensibilisation et des outils à l'intention des employeurs ont été produits au cours des dernières années par le CSMO-ESAC¹, mais aussi par des organismes de formation et d'éducation populaire comme le Centre St-Pierre² et Relais-femmes³. Ces organismes offrent aux employeurs du secteur une riche palette d'outils de gestion à déployer, alliant reconnaissance des compétences, transfert de savoirs entre employés, formations et stratégies d'accueil et d'insertion.

Tirer son épingle du jeu

Avec l'inversion de sa pyramide des âges, le Québec fait face à un nouveau défi pour son marché de l'emploi: la nécessité d'une gestion renouvelée de sa main-d'œuvre vieillissante. Le secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire ne fait pas exception et devra tirer son épingle du jeu. Il s'agit pour les gestionnaires de faire preuve d'ingéniosité et de développer des outils favorisant non seulement l'attractivité et le maintien en emploi des travailleurs expérimentés, mais aussi une nécessaire amélioration des conditions de travail.

Enfin, il appartient aux organisations du secteur de jouer auprès de leurs employés leur carte maitresse, c'est-à-dire de mettre de l'avant les valeurs de solidarité, d'engagement et de justice sociale qui font toute leur singularité. Gageons que cette « valeur ajoutée » propre au secteur saura attirer jeunes et moins jeunes autour d'une volonté commune d'agir positivement sur leur milieu, un geste à la fois. /

Les proches aidants, des employés à épauler

Au Québec, près de 300 000 personnes consacrent 5 heures ou plus par semaine au soin d'un proche en perte d'autonomie, avec des incapacités ou en fin de vie. Parmi ces 300 000 personnes, on compte majoritairement des femmes âgées de 45 à 64 ans qui travaillent. Un tel investissement n'est pas sans conséquence sur la vie professionnelle de ces proches aidants pour qui il est souvent très difficile de concilier travail et soins accordés au membre de la famille en perte d'autonomie. Face à cette situation et dans un contexte de vieillissement de la population, le Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal a produit en 2012 un outil d'information intitulé « conciliation, travail et responsabilités du proche aidant » accompagné d'une tournée de sensibilisation. L'objectif? Sensibiliser les salariés, mais aussi les employeurs et les syndicats sur la nécessité de mettre en place des conditions de travail et des mesures d'aménagement du temps de travail répondant à la situation du proche aidant: la gestion personnelle de ses heures de travail, le travail à temps partiel volontaire ou encore le télétravail. Surtout, il s'agit de favoriser le dialogue et la concertation entre salariés, syndicats et employeurs sur cette réalité de notre temps, d'élaborer des stratégies communes et, finalement, de prendre soin de nos proches aidants. L'outil est disponible sur demande auprès du Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal (<http://co139.wix.com/raanm4>).

* **Marie-Michèle Dumas** et **Odette Trépanier** sont toutes deux chargées de projet au Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC).

1. Le CSMO-ÉSAC a publié un Guide des ressources liées à la planification des ressources humaines à l'intention des gestionnaires du secteur ainsi qu'un rapport de recherche sur *Le maintien en emploi et l'intégration des travailleurs et travailleuses de 50 ans et +*. Ces documents peuvent être consultés en ligne: www.csmoesac.qc.ca

2. Le Centre St-Pierre met à disposition des organisations la nouvelle Boîte à outils sur la relève des travailleurs et travailleuses dans les organismes communautaires. Elle est disponible en ligne: <http://www.centrestpierre.org/le-centre/projets/assurer-la-releve>

3. Relais-femmes offre aux organisations un guide d'auto-formation sur la question de la relève dans les groupes de femmes. Le document peut être consulté en ligne: <http://www.relais-femmes.qc.ca/publication/2013-05-la-releve-dans-les-groupes-de-femmes>

Moutarde, chou et museau

par J-F Nadeau*

Il n'y a pas meilleur que mon frère
Pour sourire à l'inconnu
Pour répondre à une formalité avec bonheur
Ou pour donner le signal « c'est correct vas-y » à un autre char

Avec lui ce matin
Le stationnement trop grand sans arbre est constructiviste
La machine à toutous est utile
Et la une du *Journal de Montréal* surprend

On est assis à la Belle Province
Fiers d'un premier *stretch* de rénos plates chez eux
Excités de bouffer moutarde, chou et museau
À onze heures moins dix

On mange trop vite
Comme avant une pratique de hockey en '86
Surpris
De s'aimer sans effort

Mais nous n'étions que dans le geste ou presque
En équilibre sur le couvercle des idées (comme d'habitude)
Quand une mouche tsé-tsé veut dire
S'arrête entre nos deux cabarets de l'interdit

Il me confie à la va-vite se sentir « pris en otage »
Par les éducatrices (et l'éducateur) en grève au CPE
de ses filles
Incapable d'avalier
Un tel non-lieu commun
Je lâche ce rire
Qui le rend fou tout de suite

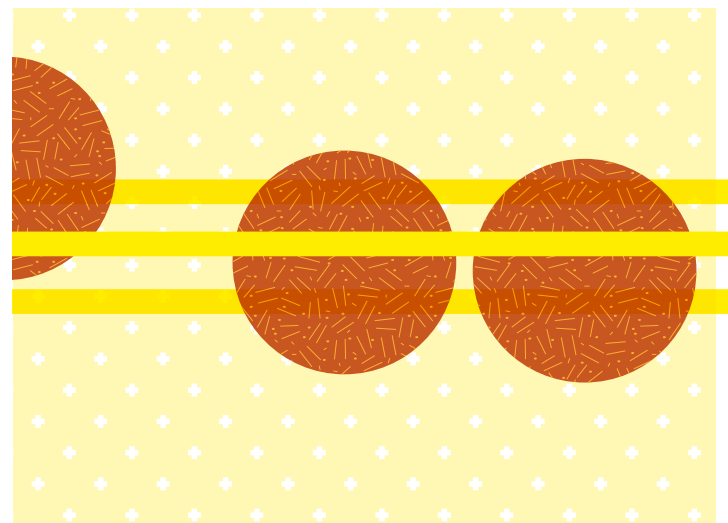
Et c'est parti pour qu'on n'en revienne juste pas

Il me pique avec une immense fourchette qui pète à rien
Je le cherche en grattant la terre avec ma paille
Il astique ses menottes
Et je lui remets la clé de l'hôtel
Il se prend pour une *puppet* à fil
J'enfile ma cagoule de sous-commandant
Il caquette que ça fait 60 ans que la gauche règne ici
Et je beugle qu'il confond pommes, oranges et baloné
Il joue au gars qui lit et crie que le « Québec est riche de
ses peurs »
Je réponds qu'« il a peur oui, mais d'une seule chose

et c'est de l'inconnu »
Il allume le pétard mouillé de l'immobilisme
Et je l'avale pour mieux roter l'urgence
Il me compare encore
À un porte-parole à tresses d'une coop de beurre de charité
Je vacille en enlignant « tissu » et « social »
Et il me fait la prise du court terme
Je déroule mon tapis d'initiatives innombrables
Il y pointe des fleurs en forme de vieilles souches
Ça dérape sur le rôle du CÉGEP
Et ça fait des tonneaux pour des barils de pétrole

On échoue dans le sous-sol minier
Il sort son glaive oxydé de la croissance
Je crache mon « qu'est-ce tu veux dire par c'est ça la *game* »
Il me demande « si je suis prêt à baisser mon niveau de vie »
Je lui réponds « oui » et pourtant le combat de chiens continue
Il me dessine le principe de la pyramide de verres de
champagne
Je lui rappelle que le verre d'en haut est une piscine
Il me décore d'une cravate qui trempe dans la rêverie
Je lui annonce qu'il a un cancer en cuir chauffant
Il me dit que j'ai besoin d'une bouilloire sur ma truie
Me rentre son gobelet de Coke diète jusqu'au tympan
Me sert son petit va-et-vient de la foi
Avant de me mettre l'autre joue dans son restant d'extra
fromage

Les clients se plaignent
Le responsable du mercredi nous jette dehors





On se bine pas de classe dans la rampe d'accès
Comme dans le temps où les melons d'eau avaient des noyaux
Et même pire que la fois où je l'avais espionné
Dans la douche avec Isa Rivest

Deux ans plus tard
Je suis toujours sans nouvelle de lui
Et en passant devant cette Belle Province
Je m'ennuie de ma scie que j'ai laissée dans sa descente
de cave

Rien de plus normal que d'avoir un frère absent de tout son prisme
Mais le temps presse et des zombies reniflent nos toits
Alors je vais me remettre à prier au pied d'un volcan
Avec ma cape d'orgueil dénouée

Et le jour où la paix me fera de l'œil
Il y aura bien sûr beaucoup d'alcool
Et je te dirai que de cette lave ne pourra pousser qu'un seul
type d'arbre
Que le fruit de cet arbre sera la seule nourriture d'une seule
espèce d'oiseau
Et tout ce que tu trouveras à dire
C'est de me demander
Le plus sérieusement du monde
Si l'oiseau se mange. /

* **J-F Nadeau** est comédien, auteur et membre du collectif
d'humour politique Les Zapartistes.

ÉTUDES DE K

Coopérative Antidoxe : Un antidote au prêt-à-penser par Luc Audebrand et Vanessa Hebding*

Envisager la formule coopérative comme une réponse à des besoins économiques tombe sous le sens. Mais une coopérative, c'est aussi un terreau fertile pour promouvoir des valeurs démocratiques, poursuivre un idéal social et développer des idées hors du commun. L'exemple d'Antidoxe, une jeune coopérative de solidarité spécia-

discussions de groupe afin de favoriser, chez les enfants, le développement d'une pensée « toujours plus autonome, créative et rigoureuse », selon l'approche du théoricien de la philosophie pour enfants Matthew Lipman. Le travail les passionne. Mais ce n'est pas ce qui leur permet de payer les factures. Les deux jeunes philosophes ont pourtant plus que jamais soif de consacrer leur énergie à ce qui les captive réellement.

Transposer leur savoir académique dans la cité, conjuguer passion et gagne-pain, voilà la mission ambitieuse que se donnent Myriam et Julie. L'enseignement et la recherche, les domaines auxquels se dédient une majorité de leurs collègues, ne combent pas les aspirations des étudiantes. Si aucune profession ne sied à leurs exigences, c'est qu'il faut la créer, pensent-elles. Fébriles et pleines d'espoir, Myriam et Julie s'engagent, vers la fin de 2011, à créer un regroupement d'animateurs philosophiques.

Le duo s'adjoit quatre autres partenaires enthousiastes. Rapidement, tous conviennent que c'est le fond du projet, la philosophie, qui doit inspirer la forme de leur association. La communauté de recherche philosophique, telle que conçue par Matthew Lipman, véhicule un idéal de démocratie, de collaboration et d'équité. Des valeurs que les fondateurs d'Antidoxe associent d'emblée au modèle coopératif. Le déclic accélère le processus de constitution de l'entreprise : le 17 août 2012, Antidoxe, coopérative de solidarité en animation philosophique voit le jour.

Au quotidien, chacun des six membres travailleurs gère un pôle de la gestion de l'entreprise, sans avoir à se soumettre à une autorité, à un patron. Cette collégialité au sein du groupe n'est pas sans rappeler le milieu tissé serré de la Faculté de philosophie, où l'idée d'Antidoxe a germé. Près d'un an après sa fondation, la justesse de la forme entrepreneuriale ne fait aucun doute pour les jeunes entrepreneurs philosophes. La coopérative de solidarité, par son →



L'équipe de l'Antidoxe. De gauche à droite : Alexandre Guyon, Paul-Antoine Cardin, Gabriel Trottier, Julie Tremblay, Myriam Michaud, Nadia Beaudry, Éric Suarez, Agathe Delanoë, Marie-Ève Godbout.

lisée en animation philosophique, témoigne de l'imbrication intrinsèque de plusieurs raisons qui mènent à la création d'une coopérative.

Faculté de philosophie, Université Laval, 2011. En parallèle de leurs recherches universitaires, Myriam Michaud et Julie Tremblay réalisent quelques contrats comme animatrices de communautés de recherche philosophiques (CRP). Écoles primaires et bibliothèques les reçoivent. Elles y mènent des

membership diversifié, se présente comme une communauté d'intérêts: les spécialistes s'y joignent pour pratiquer leur profession et les amateurs, pour appuyer un organisme qui les inspire. D'ailleurs, le mot « famille » n'est jamais bien loin quand les initiateurs d'Antidoxe parlent de leurs membres producteurs et de leurs membres de soutien. Exit les rapports de compétition, le groupe préfère s'associer et, par la force du nombre, démocratiser la philosophie à plus grande échelle.

Il y a deux ans à peine, des étudiants aspiraient à un emploi « total » qui permette autant de combler des besoins matériels que de répondre à des aspirations sociales et professionnelles. Restés fidèles à ce qui les a motivés à fonder leur entreprise, les six collègues ont construit une association viable qui continue de s'épanouir. La jeune coopérative Antidoxe jette les bases de la profession d'animateur philosophique et donne du sens à ce que Myriam, Julie, Marie-Ève, Agathe, Éric et Nadia aiment. Les philosophes l'éprouvent tous les jours. Comme quoi suivre son idéal, c'est payant.

***Luc Audebrand** est professeur adjoint à la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval et titulaire de la *Chaire de leadership en enseignement en création et gestion de coopératives et d'entreprises collectives*.
Vanessa Hebbing est assistante de recherche.

En Outaouais, on boit notre lait !

par **Manon Leroux**, collaboratrice

L'Outaouais est une région où l'on s'est habitué à voir, depuis 40 ans, disparaître les industries les unes après les autres. Le secteur de la transformation agroalimentaire n'y échappe pas: le nombre des fromageries, abattoirs et encans d'animaux a fondu comme neige au soleil, si bien que la région se classait dernière en la matière quand, en 2006, l'une des dernières institutions dut elle aussi annoncer sa fermeture. La Laiterie Château, située à Buckingham (aujourd'hui secteur de Gatineau) depuis une soixantaine d'années, était pourtant rentable. L'annonce a suscité un certain désarroi dans la population, mais comme c'est souvent le cas, on s'est vite résolu à ce qui semblait inéluctable. Toutefois un petit groupe de personnes, la plupart sans lien avec le monde agricole, ne pouvait se contenter de soupirer.

Le Comité de la relance n'a pas eu la tâche facile: le produit qui allait disparaître, la pinte de lait, serait aussitôt remplacé par ses concurrents et les producteurs laitiers de la région trouveraient toujours preneur pour écouler leur lait (mais plus loin). Était-il alors possible de mobiliser une masse critique



de gens en vue de faire (re)naître une entreprise qui n'apparaissait ni unique ni essentielle? Par le biais d'un site web conçu bénévolement, on a sondé les familles outaouaises en leur demandant, de façon ludique, combien de litres de lait outaouais ils s'engageraient à boire en un an. La réponse a été fulgurante, provenant d'environ 5000 foyers. Devant ce succès, théorique mais encourageant, l'idée est née de créer une coopérative de consommateurs, qui fournirait la mise de fonds nécessaire au démarrage. Ce genre de structure organisationnelle semblait naturel pour Patrick Duguay, instigateur de l'affaire et directeur général de la Coopérative de développement Outaouais-Laurentides. Mais le modèle final de l'entreprise, une société par actions dont deux des actionnaires sont des coops (une de consommateurs et une de travailleurs), « nous l'avons découvert à mesure, au fil des embûches », de dire monsieur Duguay.

La construction de l'usine de la Laiterie de l'Outaouais, comme on choisit de l'appeler, débuta à la fin de 2008 par une pelletée de terre collective où furent conviés tous ceux qui appuyaient le projet. Mais au-delà des investisseurs à trouver, un autre défi subsistait: obtenir de l'espace sur les tablettes des marchands, un avantage âprement disputé et souvent monopolisé par les grands. Heureusement, plusieurs détaillants propriétaires réussirent à lancer le projet en taillant, dès les débuts, une place pour la Laiterie... dans

ÉTUDES DE K

une autre section : celle des fromages et yogourts !

Quatre ans après l'arrivée des premiers cartons de lait en magasin, force est de constater que la mobilisation des citoyens, qui a rendu possible sa naissance, fait maintenant aussi le succès de la Laiterie. À titre d'exemple, la majorité des Centres de la petite enfance de l'Outaouais ont adopté la Laiterie comme unique fournisseur. Elle visait la rentabilité en trois ans, mais l'a atteinte beaucoup plus rapidement. Le produit proposé n'est pourtant ni unique ni meilleur que celui des concurrents (bien que plusieurs le trouvent supérieur), mais il peut se targuer d'avoir parcouru beaucoup moins de kilomètres et de provenir du terroir outaouais. Le modèle d'affaires, quant à lui, suscite l'intérêt d'un nombre grandissant de gens d'affaires, tant ici qu'à l'étranger.

ÉTUDES DE K

RAJE citoyenne : faire émerger l'action

par **Manon Leroux**, collaboratrice

Les personnes qui vivent une grande précarité et qui doivent consacrer l'essentiel de leur temps à assurer leur propre survie se consacrent rarement à une cause, même si elle les touche de près. À cela, il faut ajouter que le sentiment d'appartenance à une cause est parfois mis à mal par le caractère passager de la situation de la personne qui espère s'en sortir très bientôt. Les jeunes de la rue ou en difficulté réunissent souvent ces deux caractéristiques. Ainsi, les croit-on impossibles à mobiliser. C'est à ce mythe qu'a voulu s'attaquer, il y a trois ans, le Regroupement des Auberges du cœur du Québec (RACQ). →



PHOTO : RAJE CITOYENNE

En décembre 2010, des jeunes se sont rassemblés en appui à la délégation qui avait la tâche de porter à une représentante de la Ministre Boulet les revendications du RAJE citoyenne.



Le 31 mars 2011, le RAJE citoyenne était des 8000 manifestants qui se sont rassemblés afin d'unir leurs voix contre la hausse des frais de scolarité annoncée par le dernier budget libéral.

Dans la perspective d'expérimenter un modèle de pratique et surtout de former les intervenants à l'action collective, une réflexion a été lancée dans certaines Auberges du cœur (AC) avec les jeunes qu'elles hébergeaient. Ceux-ci donnent un nom au mouvement: le Rassemblement

jeunesse (RAJE) citoyenne. De cette consultation, un enjeu crucial se dégage manifestement: la difficulté des jeunes à bénéficier de l'aide sociale et des divers programmes d'insertion. La simplification du processus, un plus grand respect envers les jeunes et l'abandon de certaines exigences jugées paradoxales sont parmi les revendications choisies. L'avant-scène est bientôt occupée par un problème précis: la nécessité de prouver que les parents ne peuvent contribuer au revenu de leur enfant bloque souvent l'accès à l'aide sociale. En effet, des jeunes adultes en rupture avec leur famille, ou dont les relations familiales sont fragiles, ne peuvent se résoudre à entreprendre cette démarche, et préfèrent tomber dans l'itinérance, nous apprend François Labbé, agent de recherche et de liaison au RACQ et coordonnateur du projet.

Bien que la solution prônée par RAJE citoyenne soit l'abolition de cette exigence, une première étape est franchie lorsqu'en

2011 débute un projet pilote avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), qui permettra pendant six mois à des intervenants de neuf maisons d'hébergement de Montréal de témoigner de la rupture familiale à la place du jeune, et d'éviter ainsi le contact (pénible ou impossible) avec la famille. En parallèle, des actions publiques sont organisées par le RAJE et de jeunes leaders émergent au sein des AC. En 2012, une vidéo est réalisée par les participants du mouvement, dans laquelle des jeunes de diverses AC témoignent de leurs difficultés. La possibilité de se faire entendre et, qui sait, de faire bouger les choses s'installe dans l'esprit de jeunes auparavant démoralisés et en rupture de ban avec la société.

En 2013, le mouvement, à court de financement, réfléchit sur son avenir (autonomie vis-à-vis du RACQ, rôle des intervenants vis-à-vis des jeunes, etc.). Si les objectifs du RAJE citoyenne n'ont pas encore été atteints, une victoire a sans aucun doute déjà été remportée: mobiliser une partie des jeunes en difficulté et réinjecter l'action politique au sein d'un milieu essentiellement tourné vers les services. /

ÉTUDES DE K



PHOTOS: RAJE CITOYENNE

Les récits de vie : des guides pour l'action militante ?

Réflexion à partir du parcours de Michel Blondin.

par **Yanic Viau**

Les récits de vie des pionniers de l'éducation populaire peuvent-ils servir de guide pour l'action aux militants d'aujourd'hui? Comment tirer des leçons d'expériences individuelles dans des contextes historiques qui sont appelés, par définition, à ne jamais se représenter? Comment s'inspirer des acteurs de l'« innovation sociale » s'il n'est pas possible de distinguer, à travers leur histoire, les méthodes éprouvées et les conditions de leur succès?

Le parcours d'un étudiant en service social devenu cadre syndical

Voilà des questions que soulève la lecture de *Innover pour mobiliser. L'actualité de l'expérience de Michel Blondin* (2012)¹. Ce livre présente un portrait du parcours professionnel de Michel Blondin (né en 1938), considéré par plusieurs comme un « pionnier » de l'animation sociale au Québec, à partir d'interviews menées auprès de ce dernier par Yvan Comeau et Ysabel Provencher, professeurs à l'École de service social de l'Université Laval.

Alors qu'il étudie en service social à l'Université de Montréal, Blondin travaille dès 1962 en animation sociale dans le quartier Saint-Henri de Montréal. De 1964 à 1969, il est employé par le Conseil des œuvres de Montréal, alors l'instance de la Fédération des œuvres de charité canadiennes-françaises (un des précurseurs de Centraide) responsable de la planification et du financement des OBNL qui se consacrent à la lutte à la pauvreté. À partir de 1970, il travaille au

Service canadien de coopération outre-mer (SUCO) comme coopérant en Bolivie pendant deux ans, puis comme responsable de l'éducation au développement à Montréal.

Attiré par le mouvement syndical, qui offre « l'autonomie financière réelle et une relative stabilité sur le plan organisationnel » qui fait selon lui défaut au « mouvement populaire », Blondin devient en 1975 le responsable de la formation au Syndicat des Métallos (FTQ). Il y encourage la formation des militants par les pairs plutôt que par des permanents ou des spécialistes. Il développe à cette fin un programme de formation de formateurs, dans lequel les exposés dits magistraux sont réduits à leur plus simple expression. Il contribue également à implanter ce type de formation dans l'ensemble de la FTQ.

Devenu directeur adjoint des Métallos en 1989, Blondin occupe de 1991 à « 2003 ou 2004 » le poste d'adjoint au premier vice-président à l'investissement du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ). À ce titre, il est responsable de la publication des bilans sociaux du Fonds, de la formation économique des syndiqués et de la liaison avec les dirigeants de la FTQ, dont il est alors un proche conseiller. Les auteurs ont toutefois fait le choix de consacrer la majorité du livre à ses onze premières années de carrière (1964-1975) plutôt qu'à ses trente ans de carrière syndicale (1975-2005).

Les lecteurs de l'ouvrage sont guidés par de nombreux encadrés qui fournissent des précisions sur le contexte des événements, les organisations et les personnalités →

Yanic Viau est professeur d'histoire au Cégep du Vieux-Montréal. Pendant près d'une décennie, il a été conseiller au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), où il s'est notamment consacré à la gestion de projets-pilotes d'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Les praticiens de l'éducation populaire d'aujourd'hui souhaiteront sans doute savoir quelles sont, parmi les stratégies mises en œuvre par Blondin tout au long de sa carrière, celles qui se sont révélées les plus efficaces.



à son habitude (ce qui le distingue de bien d'autres praticiens) de consigner, dès le début de sa carrière, ses bilans et réflexions sur son vécu. Les articles et rapports sur l'animation sociale qu'il publie entre 1964 et 1969 sont ainsi mis à l'étude dans les écoles de travail social du Québec, à une époque où le corpus universitaire québécois en la matière est embryonnaire. Le livre consacre ainsi un encadré, inspiré de deux articles de Blondin publiés en 1965 et 1968, à des leçons explicites et systématiques en animation sociale tirées de son expérience. Cela donne assurément le goût aux lecteurs d'en savoir davantage.

Un des objectifs du livre était d'ailleurs de « retenir des enseignements pour l'intervention en organisation communautaire, en éducation populaire et en formation syndicale » à partir du parcours de Blondin. Les praticiens de l'éducation populaire d'aujourd'hui souhaiteront sans doute savoir quelles sont, parmi les stratégies mises en œuvre par Blondin tout au long de sa carrière, celles qui se sont révélées les plus efficaces (et pour quelles raisons). Les conditions de vie à Saint-Henri se sont-elles améliorées grâce aux méthodes de mobilisation mises en œuvre par Blondin dans les années 1960? Quelles sont les conclusions tirées par le jeune diplômé en 1964 sur l'animation d'un milieu ouvrier à Saint-Henri? Sont-elles utiles pour l'animation sociale en 2013 (et à quelles conditions)? Quels ont été les impacts de l'approche de Paulo Freire dans une communauté rurale d'Amérique du Sud? Les militants de la FTQ étaient-ils satisfaits de leur formation syndicale « par les pairs » et se sentaient-ils ainsi plus aptes à défendre leurs membres qu'auparavant? Ces questions demeurent ouvertes et il y a là une réflexion à approfondir sur la façon d'identifier les méthodes d'animation sociale qui ont fait (et qui font encore) leurs preuves afin de les employer à nouveau dans divers contextes. En ce sens, le livre *Innover pour mobiliser, L'actualité de l'expérience de Michel Blondin* constitue un hommage et une source d'inspiration; c'est toutefois à partir de leur propre expérience que les lecteurs devront y déceler de possibles leçons pour l'action. /

évoqués par Blondin. Ces petits apartés permettent d'interrompre le récit pour en apprendre davantage, par exemple, sur des penseurs et militants comme Saul Alinsky ou Ivan Illitch, sur l'histoire des politiques sociales au Québec ou encore sur la mission du SUCO ou la structure de la FTQ.

La spécificité du parcours de Blondin ne tient pas tant à l'originalité de ses expériences, nombreux étant les syndicalistes de carrière ayant œuvré au cours de leur jeunesse dans le secteur communautaire, à une époque où tout semblait à construire. Elle tient plutôt

1. BLONDIN, Michel, Yvan COMEAU et Ysabel PROVENCHER, *Innover pour mobiliser. L'actualité de l'expérience de Michel Blondin*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, 173 p., coll. « Problèmes sociaux et interventions sociales ».

Radar culturel

par **Sophie Clerc**, équipe de rédaction

Épluche ta ville!

L'organisme *Équiterre* met à disposition des Montréalais et de leurs assiettes citoyennes une vitrine sur l'alimentation saine et locale. Au cœur de ce projet, il y a un documentaire web mettant en lumière des initiatives qui contribuent au développement de saines habitudes de vie et à un système alimentaire durable. Pour passer à l'action, une foule d'outils y sont proposés: des répertoires pour savoir où trouver les légumes locaux, un mode d'emploi pour exiger du « local » à l'épicerie, etc. Enfin, le projet rejoint directement le public jusqu'à la fin de l'automne dans différents événements, avec des dégustations culinaires, des ateliers ludiques, et bien plus encore. Savourez! <http://www.epluchetaville.org/>

Je suis... ma culture, Je suis... ma communauté

À la base du projet « Je suis », il y a un constat: la ville de Vaudreuil-Dorion est passée de 14 000 à 30 000 citoyens en 12 ans, essentiellement en raison de l'immigration. Comment alors offrir la fierté et l'appartenance à ses citoyens et provoquer les rencontres pour que les citoyens de toutes origines se rencontrent? Depuis 2010, la Ville a opté pour la médiation culturelle afin d'offrir une communauté unie et fière d'appartenir à un milieu où la différence est une richesse. Depuis, les Vaudreillois ont pu s'abreuver à loisir de culture et de rencontres avec des artistes. L'automne 2013 en offrira encore pour tous les goûts avec la venue des artistes Manon Labelle et Sonia Haberstick. Pour plus d'informations, devenez « ami » de la page Facebook du projet: Je suis Vaudreuil-Dorion.

La danse sur les routes du Québec

Arabesques, balancés et cabrioles s'invitent tout au long de l'année dans votre région avec l'OBNL « La danse sur les routes du

Québec ». Créé en 1998 par des amoureux de la danse, son mandat est d'en favoriser la circulation partout au Québec. Ces diverses actions permettent de prolonger la durée de vie des œuvres chorégraphiques, de favoriser l'acquisition d'une expertise de la danse en région et de soutenir le développement de l'action culturelle. C'est d'ailleurs une foule de spectacles inusités qui vous attendent tout l'automne de Sept-Îles au Plateau Mont-Royal en passant par Rimouski. Laissez-vous entraîner.

<http://www.ladansesurlesroutes.com/>

Course Destination Forêt

La crise de l'industrie forestière, depuis 2005, frappe durement en Outaouais. Au-delà des pertes d'emploi, on note un désintéressement des jeunes pour les métiers de la forêt, considérés comme « sans avenir ». C'est pour défaire cette sombre image que la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire public de l'Outaouais a lancé la *Course Destination Forêt*, concours de courts-métrages qui en est à sa troisième édition. Épaulés par un professionnel de la vidéo, cinq jeunes du secondaire réalisent un film sur un personnage lié à la forêt ou au travail du bois. Une manière originale de faire connaître les possibilités de la nouvelle foresterie à ses futurs travailleurs. Les films des deux premières éditions de la *Course* peuvent être visionnés en ligne. <http://www.crrnto.ca/course2013/>



Épluche ta ville, un projet d'Équiterre



Affiche du concours *Course destination forêt*



L'artiste Monika Brinkman avec Joël, un des participants au projet Les Artistes du bonheur, à Vaudreuil-Dorion.



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sylvie Bellerose, Solidarité rurale du Québec
Élie Belley-Pelletier, Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec
Mélanie Chabot, *Kaléidoscope*
Ariane Émond, journaliste indépendante
Geneviève Giasson, Communagir
Georges Letarte, consultant en développement collectif
Denis McKinnon, Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNDCDC)

COMITÉ D'ORIENTATION ÉDITORIALE

Mélanie Chabot
Sophie Clerc
Dominique Payette
Yvon Poirier

DIRECTRICE GÉNÉRALE ET RÉDACTRICE EN CHEF

Mélanie Chabot

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Luc Audebrand, Jean-Pascal Beaudoin, Élie Belley-Pelletier, Gisèle Bertrand, Jean Carette, Véronique Chagnon, François Claveau, Sophie Clerc, Diane Croteau, Édith Cyr, Kateri Décary, Vincent Deslauriers, Denis Desjardins, Patrick Duguay, Marie-Michèle Dumas, Miriam Fahmy, Louis-Gilles Francoeur, Pierre Frisco, Stéphanie Gaudet, Josée Gaudreault, Catherine Gauthier, Madeleine Gauthier, Jean-Claude Grondin, Vanessa Hebding, François Labbé, René Lachapelle, Nathalie Lagüe, Danielle Landry, Mélissa Lebel, Manon Leroux, David Letellier, Nadine Maltais, Anne-Laure Marcadat, Gaston Michaud, Jean-François Nadeau, Josée Payant, France Pronovost, Danis Prudhomme, Ron Rayside, Émilie Raymond, Tania Saba, Anne-Marie

POLITIQUE ÉDITORIALE

Destiné aux publics spécialisés et aux citoyens qui ont un intérêt pour le développement collectif, *Kaléidoscope* s'est donné pour mission de les informer tout en soutenant l'innovation, en s'assurant d'être ce lieu où les différents acteurs peuvent partager et enrichir leurs expériences et leur réflexion. *Kaléidoscope* s'inspire du Guide de déontologie des journalistes du Québec et du Conseil de presse du Québec pour prendre ses décisions en matière d'éthique et de déontologie. Les textes publiés sont sous la responsabilité de leur signataire et n'engagent aucunement les partenaires de la revue. Les textes publiés dans la revue peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source.

Séguin, Emmanuelle Singh,
André Thibault, André
Tourigny, Diane-Gabrielle
Tremblay, Odette Trépanier,
Michel Vallée, Vincent van
Schendel, Anne Veil, Yanic Viau

PHOTOS COUVERTURE

Charles Briand

DESIGN ET ILLUSTRATIONS

Anne-Laure Jean

RÉVISION LINGUISTIQUE

Paul Montminy

SOUTIEN TECHNIQUE

Madalina Burtan
Léa Crestot

IMPRIMEUR

JB Deschamps

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale du Québec,
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1929-6878 (Imprimé)
ISSN 1929-6886 (En ligne)

KALÉIDOSCOPE

190, boulevard Crémazie Est,
Montréal (Québec) H2P 1E2
514 864-1600 / info@mediaK.ca
www.mediaK.ca

PARTENAIRES

Kaléidoscope c'est le fruit de la collaboration des acteurs du développement collectif au Québec.

Parce que le développement collectif c'est eux, *Kaléidoscope* ne peut exister sans cette étroite complicité. Pour cette raison, nous souhaitons les en remercier.

Nous souhaitons également remercier les Agences de la santé et des services sociaux (ASSS), les Conférences régionales des élus (CRÉ), le Réseau des Corporations de développement économique communautaire (CDEC) et les membres du Réseau québécois de développement social (RQDS) qui assurent la distribution régionale des parutions de *Kaléidoscope*.

ENFIN, KALÉIDOSCOPE C'EST AUSSI UN ENSEMBLE DE PARTENAIRES QUI SOUTIENNENT LA REVUE ET SES ACTIVITÉS. NOUS SOUHAITONS ÉGALEMENT LES REMERCIER DE LEUR APPUI:

La Fondation Lucie et André Chagnon / La Table de coordination nationale en santé publique / L'Institut national de santé publique du Québec / Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire / Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale / Le ministère de la Santé et des Services sociaux

fondsftq.com

DES CHOIX QUI ONT DE L'AVENIR

De par son origine, ses valeurs et ses pratiques, le Fonds a adopté une stratégie liée aux objectifs de développement durable, tant d'ordre économique, social et environnemental, contribuant ainsi à **FAIRE TOURNER L'ÉCONOMIE D'ICI.**



«Au cœur du développement collectif,
il y a la question du bien commun :
comment y contribuer
et comment le partager.»

Stéphane,
organisateur communautaire

«Le développement collectif,
c'est le développement décidé à plusieurs
et dans l'intérêt de la collectivité.»

Gilles, élu municipal

«Le développement collectif, c'est aussi
un développement à notre image :
inclusif, équitable, participatif et durable.»

Mireille, chercheure



ADRESSÉ À :

ADRESSE DE L'EXPÉDITEUR :

KALÉIDOSCOPE
190, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) Canada H2P 1E2

11,95\$